



Club des Vigilants

Apprivoisons l'avenir



Vigilances n°118

Été 2017

Sommaire

<i>Cinq ans pour saisir notre chance</i>	3
<i>La France et son nouveau Président</i>	4
<i>Besoin de compromis. Pas de radicalité</i>	4
<i>À lire également sur clubdesvigilants.com</i>	5
<i>Le Président a trop de pouvoirs en France</i>	6
<i>Il faut des élites... et du renouvellement.</i>	8
<i>Pour le service militaire d'un mois</i>	9
<i>Où va notre système de santé ? Cinq scénarios</i>	11
<i>À lire également sur clubdesvigilants.com</i>	12
<i>Que faire pour les 100 000 jeunes sans diplôme</i>	13
<i>À lire également sur clubdesvigilants.com</i>	15
<i>La future opposition</i>	16
<i>Commentaire</i>	17
<i>Débat</i>	18
<i>Rwanda : Ouvrons les archives !</i>	18
<i>Réponse d'Hubert Védrine</i>	20

<i>International</i>	21
<i>Corée du Nord. Une initiative française ?</i>	21
<i>Corée du Nord. Des sanctions légitimes ?</i>	22
<i>Iran. Après la réélection de Hassan Rouhani</i>	24
<i>Pour en savoir plus</i>	26
<i>USA : Le troisième saccage</i>	27
<i>Commentaire</i>	28
<i>Les USA ne sont pas une Trump Country</i>	29
<i>Le Maroc, un modèle solide ?</i>	30
<i>Pour en savoir plus</i>	31
<i>Technologie–Société–Management</i>	32
<i>Faut-il avoir peur des algorithmes ?</i>	32
<i>Réguler internet, une urgence</i>	35
<i>Métamorphose de la recherche spatiale</i>	37
<i>Pour en savoir plus</i>	40
<i>Management : la véritable révolution</i>	41
<i>Ethique et économie</i>	43
<i>Suzanne Berger: Pour éviter le protectionnisme, cédon</i> <i> sur l’immigration</i>	43
<i>Commentaire</i>	45
<i>Jean–Pierre Dupuy : Le libéralisme et les passions destructrices</i>	46
<i>Rétablir la confiance dans l’économie libérale : la conversion de l’OCDE.</i> <i> </i>	48
<i>Zuo Xuejin : Croissance économique et inégalités en Chine hier,</i> <i> aujourd’hui et demain.....</i>	51

Cinq ans pour saisir notre chance

En plus de son talent, Emmanuel Macron a bénéficié d'une part de chance incontestable dans son ascension jusqu'à la Présidence de la République. La France aussi a eu beaucoup de chance. Rappelons-nous que nous avons pu craindre un moment un deuxième tour qui aurait vu s'affronter Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon.

Certains des textes que vous allez lire dans ce numéro de Vigilances portent la trace de ces craintes passées....qui peuvent redevenir des craintes pour l'avenir. Si ce quinquennat ne réussit pas, déçus de Macron et opposants à Macron risquent de se tourner à nouveau vers les extrêmes.

La France est un pays riche, puissant, créatif. Lui redonner confiance, la débloquer, la remettre en mouvement est la tâche du nouveau Président. L'économie doit être à la fois plus forte et plus inclusive pour tous. Certains d'entre nous pensent que ce jeune Président qui cherche à faire de la politique autrement a plus de chance que d'autres d'y parvenir. Tous les responsables du Club des vigilants pensent qu'il est capital que la France parvienne à sortir ou à commencer à sortir de ses blocages pendant les cinq années qui ont déjà commencé.

Au cours du séminaire de rentrée du Club, le 30 septembre, ils proposeront aux membres du Club d'en faire l'axe des travaux, de la vigilance et de l'influence du Club pour les mois à venir.

Certains sujets semblent particulièrement importants au bureau du Club. Citons tout ce qui touche au « vivre ensemble » et au fonctionnement de la démocratie par exemple. La France doit aussi participer à la refondation d'une Europe à laquelle on n'adhère pas seulement par peur (de quitter l'euro par exemple).

Du débat avec tous les membres du Club sortiront des axes de travail plus précis. N'oublions pas l'objectif. La France a une chance à saisir. Que pouvons-nous faire pour l'aider ?

Le bureau du Club

La France et son nouveau Président

Besoin de compromis. Pas de radicalité

Au premier tour de la présidentielle, deux partis qui ont pour fonds culturel la radicalité ont totalisé 40% des voix. Ils partagent **une culture du tout ou rien** où le gagnant-gagnant est synonyme de soumission, mot-valise tant entendu pendant la campagne. Tendance nationale-mortifère ou libertaire-insoumise, ces radicaux désignent une longue liste d'ennemis (la finance, l'étranger, l'élite, etc.).

Côté FN, l'exclusion de l'arc républicain pointe la radicalité et simplifie le travail de ses opposants. Les choses sont plus ambiguës du côté de la France insoumise. Son programme évoque, souvent avec justesse, le besoin d'approfondissement de la démocratie (institutions, médias, entreprises) mais **ses codes sont ceux de la gauche idéologique avec l'inflexibilité pour principal marqueur**. L'absence de soutien au candidat républicain en constitue l'illustration et, pour beaucoup, un véritable traumatisme. Comment imaginer un approfondissement des pratiques de la démocratie — par définition elles impliquent des millions de gens — sans compromis ? **La seule façon de s'insoumettre quand on a 19% des suffrages exprimés est ... de soumettre les autres, beaucoup d'autres.**

Elaboration patiente des solutions, refus des arguments tapageurs et blessants, registre verbal modéré, tolérance sincère pour la diversité des opinions et des valeurs, poursuite volontaire des solutions inclusives, droit à l'erreur et prime à l'expérimentation sont les caractéristiques du compromis. **Il y a dans le compromis notre nature humaine et prométhéenne : la reconnaissance que les faits n'obéissent pas au doigt et à l'œil à nos vues sublimes et conceptuelles, la conviction que leur évolution favorable et graduelle nécessite un corps à corps, souvent âpre, avec la réalité.**

La radicalité était à son aise dans le système de régulation de l'âge industriel tant l'antagonisme des classes y est resté prégnant. Dans un monde mû par les lois de Moore et de Metcalfe, où il ne s'agit que de développer de nouvelles interactions, elle sera inadaptée. Il y a maintenant une myriade de situations et de contextes locaux que des appareils centraux et les cartels de décision peinent à appréhender. La technocratie qui accompagnait l'industrie achève aussi

sa carrière. Elle a rendu de grands services mais son credo -les problèmes sont trop complexes pour être discutés avec les intéressés- est frappé d'obsolescence. **La capacité à partager et faire plutôt qu'à imposer et bloquer s'impose partout. Il faut se compromettre avec l'avenir, pas s'y opposer.**



Il faut accélérer parce que les périls de l'ère digitale et mondialisée sont immenses : monopoles impitoyables des GAFA, pratiques déloyales, ubérisation cynique des travailleurs indépendants, errance éthique de la finance et logiciels tricheurs dans l'industrie, déstabilisation géopolitique, exploitation vénale des ressources naturelles ; là aussi la liste est longue. **Le rapport de force n'est pas absent de l'ère digitale et le besoin de régulation est massif.** Personne ne veut qu'elle soit la collection chaotique d'intérêts individuels. Si nous échouons, les dégâts seront avant tout sociaux.

Chacun doit maintenant faire sa révolution. Emmanuel Macron a entamé celle de la représentation nationale, exécutive et parlementaire dans un mouvement qui pourrait ressembler au profond renouvellement des années 1788-89. Les autres doivent suivre, à commencer par certains syndicats de patrons, de salariés et d'enseignants. Plus profondément, **c'est la responsabilité de chacun de réfléchir à la signification du compromis et de la radicalité.** ... Faisons de l'esprit de compromis notre avantage compétitif.

Philippe Bois

À lire également sur clubdesvigilants.com

- Le [commentaire](#) de Jean-Luc Heinrich. « Ces "gens" qui sont nos concitoyens ont des choses à dire Ils ne représentent pas par hasard 40% des votants au premier tour sans qu'il y ait derrière en raison de profondes et béantes cicatrices. »
- Vu des Etats-Unis, [le blog](#) de notre ami Peter Rashish : « La France pragmatique a élu un réformateur ».

Le Président a trop de pouvoirs en France



Ouf. Emmanuel Macron a été convenablement élu président de la République. Et nous faisons tous les vœux possibles pour qu'il réussisse.

Mais **imaginons** notre **consternation** si le **monarque républicain désigné le 7 mai** par les électeurs avait été **Marine Le Pen** et qu'elle ait obtenu une ma-

ajorité à l'Assemblée Nationale les 11 et 18 juin. **Nous verrions toutes les dispositions conçues pour et par le Général de Gaulle pour éviter « l'impuissance » des gouvernements à permettre à un dirigeant dangereux pour la démocratie de s'emparer de toutes les manettes.** Et pendant cinq ans nous nous interrogerions sur la possibilité de lui faire quitter légalement le pouvoir après un quinquennat certainement catastrophique.

Nous regardons avec délectation le jeune Président élu prendre sa « posture présidentielle » avec la promesse implicite de redonner du lustre à la fonction après un Président trop « normal ». Mais, dégageons-nous de l'événement et regardons les réalités en face. Plus de dix millions de suffrages exprimés pour Marine Le Pen c'est énorme ; c'est beaucoup trop. **Une fois digérée la déception passagère du FN qui espérait encore mieux, ce parti que l'on dit « populiste » ou « d'extrême-droite » et qu'il vaudrait mieux qualifier de national-socialiste va se remettre en ordre de bataille.** Oui nous avons entendu Emmanuel Macron promettre de tout faire pour que ceux qui ont voté Le Pen n'aient plus de raisons de le faire dans cinq ans. Et il faut qu'il réussisse. Mais la raison commande aussi d'imaginer ce qui peut se passer s'il ne réussit pas. Ne sous-estimons pas l'adversaire. Les dirigeants du FN sont redoutables, intelligents, habiles et ils travaillent beaucoup pour arriver à leurs fins.

L'habileté de ce parti qui se présente comme « dé-diabolisé », parfaitement démocratique, voir défenseur des libertés, fait que **beaucoup d'électeurs ne comprennent plus les ressorts du Front Républicain.** Quand ils entendent les ténors de la « droite républicaine » expliquer en cœur qu'ils ont voté Macron, le message est de moins en moins clair. **Il est en effet difficile à ces responsables politiques de dire clairement leur intuition que le FN n'est pas un parti démocratique et qu'une fois au pouvoir il tomberait le masque.** Il

leur est encore plus difficile de dire qu'ils ont peur parce qu'ils savent à quel point les pouvoirs de celui qui arrive à se faire élire Président en France sont excessifs et insuffisamment équilibrés par des contre-pouvoirs et des dispositions légales. Tant que la présidence est occupée par une personne dont le « sur-moi » démocratique est important, tout va à peu près bien. Dans le cas contraire, on se rendrait compte de la faiblesse des digues.

C'est sous cet angle qu'il faut regarder le 49.3 et les relations entre l'exécutif et le législatif, les pouvoirs du Conseil constitutionnel, les processus de nomination à tous les postes sensibles de la justice, de la police et de l'armée ainsi que le fonctionnement du pouvoir dans les medias.

La démocratie française n'est pas la démocratie américaine dont la solidité a déjà été évoquée ici. Les cent jours de Donald Trump ont permis de voir certains de ces contre-pouvoirs à l'œuvre. On savait déjà qu'un Président américain doit en permanence négocier avec le parlement pour arriver à appliquer sa politique. On savait moins qu'un juge courageux peut bloquer une législation xénophobe. Le limogeage d'un patron du FBI déclenche un scandale qui n'en restera pas là et le Sénat a le pouvoir de s'emparer du dossier.

Nous avons entendu le nouveau président de la République promettre dès le soir de son élection qu'il « protégerait la République ». Dans ce cadre, **la sagesse commanderait de mettre à profit les cinq ans qui viennent pour mener un grand audit des contre-pouvoirs en France** et imaginer ce qu'il faudrait faire quand ils manquent ou ne fonctionnent pas bien. Ce serait une mesure de précaution contre d'éventuels accidents de l'histoire. Au-delà, ce ne serait pas la plus mauvaise manière de revivifier la démocratie en nous désintoxiquant un peu collectivement de notre révérence pour le monarque républicain.

Jean-Claude Hazera

Ecrit juste après l'élection, avant les premiers débats sur l'autoritarisme du Président Macron.

Il faut des élites... et du renouvellement.

L'absence, au second tour, des partis de gouvernement piliers de la V^e république traduit un long processus de rejet des élites politiques. Plus généralement, **une illégitimité semble frapper quiconque revendique une parcelle d'autorité.**

Aux fautes individuelles s'ajoute le reproche de protéger un système inégalitaire et indifférent au sort des vrais gens. ...La tendance est mondiale (au moins occidentale) mais **la France a ses propres failles : une obsession de l'égalité y entrave la distinction des meilleurs ; un goût intact pour la stratification sociale ralentit la progression des talents issus des diversités.**

Cette situation est dangereuse. **Aucun groupe social ne progresse s'il ne confie des responsabilités aux meilleurs.** C'est là que les problèmes commencent : qui sont les « meilleurs » ? Sont-ils représentatifs ? Quelles sont les conditions pour que le plus grand nombre tolère leurs privilèges ? Ces tensions traversent, à tous les âges, toutes les sociétés. Leur aggravation conduit à une révolution, méthode de renouvellement idéalisée en France mais toujours risquée. **Aujourd'hui, deux phénomènes accélèrent tout : la technologie et la mondialisation. ... De nouvelles élites, porteuses des nouvelles façons de voir et de faire, doivent accéder aux commandes.**

Ces élites seront plus : diverses, féminines, digitales, empathiques, humbles, collégiales, soucieuses du bien public, elles seront **moins conceptuelles et davantage portées vers l'action.** Elles n'élimineront pas la concurrence mais trouveront des convergences dans leur rivalité. Il n'y a pas de véritable élite qui travaille pour elle seule. L'élite pour le temps présent accompagnera les réformes et cherchera, sans cesse, à intégrer des groupes nouveaux ou mal représentés.

La loi sur le cumul des mandats va contribuer au renouvellement des élus ; la loi d'airain de l'histoire s'occupera des autres. Elle déclassera inévitablement les élites inadaptées ou dévoyées. D'ici-là, il est bon de se souvenir d'un autre principe essentiel : **l'élite d'une société ouverte accepte son propre renouvellement.**

Philippe Bois

Voir également les [commentaires](#) de Olivier Haertig et Henri-Paul Soulodre sur clubdesvigilants.com.

Pour le service militaire d'un mois

Le 23 mars, François Fillon fustigeait le projet de son concurrent Emmanuel Macron qui voudrait rétablir un service militaire d'un mois.



La durée lui semblant ridiculement brève, il a résumé son propos en lançant : un mois, c'est un mois de « colonie de vacances » et un mois coûteux. ... **François Fillon qui a effectué un excellent**

service militaire ne peut pas avoir oublié que, de son temps, la formation militaire (les « Classes ») ne durait que six semaines.

À l'issue de cette période, le jeune soldat était présenté au drapeau et déclaré apte à prendre la garde devant un dépôt de munitions, un parking avion ou une soute à essence. Il était aussi, bien entendu, considéré comme suffisamment formé pour aller effectuer des patrouilles en ville, très semblables aux patrouilles effectuées aujourd'hui dans le cadre de l'opération « Sentinelle ». Évidemment, six semaines c'est nettement plus qu'un mois. Mais il importe de se souvenir que les six semaines de classes étaient, en grande partie, occupées par l'apprentissage de la marche au pas cadencé et au maniement des armes pour faire bonne figure pendant le défilé lors de la présentation au drapeau devant le colonel. Si l'on enlève toutes les séances peu opérationnelles des classes d'antan on s'aperçoit que les jeunes soldats étaient formés en moins d'un mois. S'il s'agissait de former des combattants aptes à guerroyer outre-mer cette durée serait bien sûr très insuffisante mais il ne s'agit pas de cela. Aujourd'hui le besoin est d'avoir des réservistes – ou Gardes Nationaux – aptes à protéger les multiples points sensibles qui parsèment la France : usines chimiques, relais de transmissions, centres de transformation électriques, barrages... Pour ce faire, nul n'est besoin d'avoir blanchi de nombreux mois sous les plis du drapeau.

Depuis la suppression du service militaire à la fin du siècle dernier, le problème le plus angoissant en matière de défense est l'absence quasi-totale de forces de réserve susceptibles de compléter les effectifs de l'armée d'active en cas de crise majeure. Certes, Hitler et Staline sont morts et nous ne risquons plus de voir de divisions blindées déferler à travers les plaines champenoises, mais la menace terroriste est bien présente. ... Si, dans les prochains mois, a lieu un attentat contre une usine chimique, le jour

même le gouvernement voudra garder toutes les usines chimiques. Si quelques jours plus tard un centre de transformation d'Edf est détruit, si un relais de transmission est attaqué, si un barrage... Tous ces sites névralgiques et bien d'autres encore devront alors être protégés. Avec qui ? **Nous n'avons que quelques dizaines de milliers de réservistes souvent plus très jeunes et souvent prévus pour d'autres tâches, en particulier dans la gendarmerie.** Il est clair que les augmentations d'effectifs de réserve prévus par le gouvernement de François Hollande, inférieures à 20 000 hommes et femmes, ne pourront absolument pas suffire en cas de crise terroriste majeure.

Le projet d'Emmanuel Macron ne sera certainement pas facile à mettre en œuvre, car il faudra trouver les personnels d'encadrement et les lieux d'hébergement nécessaires pour plus de 600 000 hommes et femmes chaque année. 50 000 conscrits par mois cela peut sembler faible par rapport aux effectifs recrutés et utilisés pendant de nombreux mois – voire plusieurs années – au XXe siècle. Mais, la plupart des locaux d'accueil ont été abandonnés depuis des lustres et les effectifs d'active ont été régulièrement réduits (toute l'armée de Terre, ou presque, dans un stade de foot !) alors que les Opérations extérieures contre les djihadistes se multiplient. Dans ces conditions, le projet phare d'Emmanuel Macron sera difficile à mettre... en marche. Très difficile même. Surtout dans un premier temps quand il n'y aura pas encore de réservistes en nombre suffisant pour encadrer les recrues.

Mais difficile ne veut pas dire impossible. Si la volonté politique est suffisamment forte et suffisamment durable nous aurons dans quelques années les réservistes –ou Gardes Nationaux– nécessaires pour faire face honorablement à des attaques terroristes multiples. **Depuis des millénaires, la plupart des batailles perdues l'ont été faute de réserves. La bataille contre le terrorisme ne peut faire exception.** L'important comme le répétait sans cesse le général de Gaulle est de « s'adapter aux circonstances ».

Etienne Copel

Texte également publié dans La Croix.

Où va notre système de santé ?

Cinq scénarios

Le système de santé n'a pas tenu une grande place dans la campagne électorale et dans le programme du Président Macron. C'est pourtant un sujet essentiel pour les Français ainsi que pour les finances publiques du pays et son économie (11% du PIB).



Aussi le Club avait-il invité le 4 avril dernier deux représentants du [Cercle Vivienne](#) (think tank indépendant regroupant des acteurs spécialistes des questions de santé et de protection sociale), **Christian Oyarbide** et **Jean Sammut** (membres fondateurs du Cercle ils ont tous deux été dirigeants dans le monde des mutuelles), à l'occasion de la sortie de l'ouvrage « Aux grands mots les grands remèdes ».

L'idée de l'ouvrage n'est pas d'apporter des solutions mais d'alerter à travers cinq scénarios prospectifs « tirant jusqu'au bout le fil » de différentes voies de transformation auxquelles est déjà confronté notre système de santé.

L'emprise croissante de l'Etat est le premier scénario, largement à l'œuvre aujourd'hui : l'Etat et la CNAM sont tous puissants dans la définition des paniers de soins remboursables, y compris par les complémentaires, et pèsent lourdement dans l'organisation de l'offre de soins. Les propositions des candidats à la présidentielle s'orientaient très peu vers l'organisation de cette offre. **La question du « rapport entre les professionnels et les patients n'est jamais traitée ».**

Pour le Cercle Vivienne, « **un bon système de santé ne peut ignorer le pouvoir des patients** ». Et c'est là un **second scénario : avec le numérique notamment**, la capacité à s'informer, voire à accéder à des niveaux de connaissances parfois équivalents à ceux des professionnels de santé, les patients ont aujourd'hui les moyens de beaucoup mieux maîtriser, influencer le système.

Avec le scénario du « **Léviathan** », c'est de **l'irruption des « GA-FA » dans les informations et le traitement des données**, donc de leur « captation », qu'il est question. Même si ces opérateurs ne se lanceront jamais dans l'assurance santé, ils pourront décider de revendre certaines données à des fournisseurs et, « si on ne travaille pas sur cette maîtrise des données, on donnera à d'autres le soin de décider de celles qui sont importantes ou pas ».

Une question a permis de faire **le lien entre ces deux scénarios : et si « les gens » prenaient conscience que leur ADN avait de la valeur ? "Quid de l'hypothèse d'une reprise du pouvoir par les acteurs eux-mêmes, « fournisseurs de données personnelles », avec la possibilité qu'ils ont de monétiser leurs symptômes ?"** Pour le Cercle Vivienne, il est clair que, pour des pathologies qui les concernent directement, des associations de patients ont parfois un niveau de connaissance et de compétence qui se situe « juste au-dessous de ceux des grands spécialistes de la pathologie concernée ». Leur capacité à introduire leur propre expérience démultiplie l'information/connaissance.

Si on laisse le « **marché gérer le risque** » - quatrième scénario- qui doit définir ce qu'est la santé ? Et ce qui va relever de la solidarité nationale ou de l'assurance individuelle ? L'exemple américain montre bien que la régulation « par le marché » a fait exploser les dépenses de santé (à environ 15% du PIB).

Quant au dernier scénario, « **le local reprend le pouvoir** », il semble clair pour le Cercle Vivienne que, la santé étant par définition « incarnée », **un système de santé doit s'ancrer dans les territoires**. « La Seine-Saint-Denis, ce n'est pas la Creuse »... Une réponse globale et centralisée à ces questions ne semble pas pertinente.

Aujourd'hui les jeunes médecins désertent certaines zones. Le soutien économique ne suffit pas. C'est une question d'intégration des professions de santé dans la population. Un médecin seul dans une commune rurale cela ne fonctionne pas.

Anne Beaufumé

À lire également sur clubdesvigilants.com

- La [version complète](#) de ce compte rendu écrit.
- L'enregistrement vidéo des débats (extraits choisis et version complète) en cliquant sur l'image.

Que faire pour les 100 000 jeunes sans diplôme

« Chaque année, plus de 100 000 jeunes sortent sans diplôme du système scolaire ». Plus de 20 ans après avoir initié son projet des Ecoles de la 2^e chance (« E2C »), Edith Cresson continue d'affirmer sa révolte. « C'est criminel de mettre des jeunes dans un système dont on sait qu'il ne fonctionnera pas ! ». Il ne s'agit pas de tous les jeunes mais de « ceux qui, principalement par manque d'appui au sein de leur famille ET par l'inadaptation du système scolaire français, échouent très jeunes et se retrouvent hors course ». Ces jeunes ont « lâché » et ont été lâchés : 20% de ceux qui sortent de CM2 ne savent pas correctement lire, écrire et compter. Comment ensuite imaginer qu'ils puissent suivre sans soutien particulier ?



Pour l'ancien Premier Ministre de François Mitterrand, l'Education nationale brille par son incapacité à dépasser ses propres blocages. Il y règne le plus souvent un déni face à un constat d'échec pourtant unanimement partagé. Il s'agissait donc de « s'y prendre autrement ».

« Ce qui m'intéresse, c'est de faire » dit Edith Cresson. Nommée, en 1995, commissaire européen en charge de la Science, de la Recherche et du Développement — poste dans lequel les questions d'éducation et de formation dominent — elle crée un groupe de travail pour regarder ce qui fonctionne en Europe, notamment **les méthodes pédagogiques de l'Europe du nord, qui soutiennent les élèves qui n'arrivent pas à suivre**. Elle fait voter un texte par le Parlement européen attribuant de l'argent à tous les pays pour mettre en place des projets pilotes. Le projet est centré sur des expérimentations qui doivent démontrer l'intérêt de s'y prendre autrement sur la base des résultats obtenus.

En France, la ville de Marseille rencontre des difficultés importantes en termes de décrochage scolaire et d'intégration. Avec le soutien de son maire et le financement européen elle conduira le projet pilote. Elargir l'expérience ne sera pas facile tant l'inertie et le corporatisme freinent les initiatives. « A Nantes par exemple, Jean-Marc Ayrault, lui, en voulait mais il était entouré dans son conseil muni-

cipal de nombreux enseignants qui, eux, n'en voulaient pas, ayant l'impression qu'on les remettait en cause directement... ».

Edith Cresson s'acharne et emmène des élus de toute la France voir ce qui avait été réalisé à Marseille. Elle obtient des financements des régions et l'aide du FSE (Fonds social européen). L'augmentation de l'aide de l'Etat, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, sera déterminante. Les projets se développent, des municipalités mettent des locaux à disposition. Aujourd'hui les résultats sont là : les E2C disposent de 240 sites et forment, chaque année, 15500 jeunes au cours d'une scolarité de 9 à 12 mois pendant laquelle ils effectuent 3 stages en entreprise et sont rémunérés 350 euros par mois. Il n'y a aucun critère de recrutement sauf...d'avoir tout raté. Mais à la sortie, 70% des jeunes ont un emploi ou partent en formation qualifiante.

Au cœur de la réussite des E2C, il y a des méthodes pédagogiques différentes qui ont pour point commun de prendre en compte les spécificités de ces jeunes: « **il ne s'agit pas d'enseigner une matière, mais à une personne** ». Chacune est différente, avec son histoire, son parcours. Quand ils font leur stage en entreprise, le professeur-référent est en relation directe avec la personne de l'entreprise responsable du stagiaire ce qui renforce le suivi individualisé. « Les entreprises ont manifesté une très grande écoute » dit Edith Cresson. Même si aujourd'hui elles ne sont libres d'affecter que 20% du montant de la taxe d'apprentissage, elles continuent de soutenir les projets des E2C.

La Fondation Edith Cresson pour les E2C a ensuite permis de renforcer les chances de succès des E2C.

A l'origine de La Fondation, née en 2001, il y a la volonté d'accompagner les jeunes au-delà du cursus scolaire, en finançant des projets et activités périscolaires.

Là aussi, le constat d'Edith Cresson est sans concession, **on ne s'imagine pas le niveau de ces jeunes et leur enfermement.** « **A Marseille, j'ai rencontré des jeunes qui n'avaient jamais vu la mer ! (...)** Les vacances sont très, très longues en France... C'est un abandon total pour les gamins, ils traînent en bas des immeubles... et on s'étonne qu'il y ait de la délinquance ! ».

Ces jeunes sont dégoûtés du système scolaire. Ils ont intériorisé l'idée que « ce n'est pas pour moi ». « Ils vivent dans un enfermement dont on n'a pas idée. Ce n'est pas seulement qu'ils ne savent pas lire, mais on a développé chez eux une hostilité à tout ce qui est extérieur à leur petit milieu familial, de voisinage, qui les rassure (...) Ils sont habitués à ne rien comprendre à l'école, donc « tout ça c'est des conneries » (tout ce qu'on peut leur proposer en fait). Ils ne sont curieux de rien. **Nous, à la Fondation, on leur apprend que la curiosité n'est pas un défaut mais une qualité, car à**

partir du moment où on leur montre des choses, ils deviennent curieux. »

A Châtellerault, « on part en car faire visiter à un groupe l'Aquarium géant de La Rochelle, puis ensuite une usine de porcelaine à Limoges, puis ... Oradour sur Glane. Et ça fonctionne, ils sont intéressés par ce qu'ils voient et ce qu'on leur raconte ». D'autres assistent à une conférence au CNES et les nombreuses questions posées à l'intervenant révèlent leur intérêt. D'autres visitent le CERN à Genève. Toutes ces expériences révèlent d'ailleurs un goût spontané des jeunes pour la science sur lequel on devrait sans doute plus s'appuyer.

Cette expérience a prouvé que les jeunes, même les plus « défavorisés », étaient capables, si on leur montrait de la considération, de se rendre compte que le monde extérieur pouvait être une chance pour eux aussi. Et de **les sortir ainsi de la véritable assignation à résidence qui les condamnait à l'échec.**

Face à ce constat d'optimisme, Edith Cresson montre un certain dépit : « cela a fonctionné uniquement parce que j'étais en dehors du système. Car on ne peut rien faire dans le système, rien que des brouilles qui sont inefficaces ».

Anne Beaufumé

À lire également sur clubdesvigilants.com

- La [version complète](#) de ce compte rendu écrit.
- L'enregistrement vidéo des débats (extraits choisis et version complète) en cliquant sur l'image.

La future opposition

L'enjeu principal pour l'avenir des oppositions en France n'est pas de savoir qui peut dominer la gauche ou la droite mais **comment regrouper le camp des « anti-européistes » en vidant le Front National de ses électeurs**. Tel est le schéma qu'esquisse Aquilino Morelle. **L'ancien conseiller politique de François Hollande** pendant les deux premières années du dernier quinquennat était l'invité du Club des Vigilants mardi 23 mai.



Directeur de campagne d'Arnaud Montebourg pour les primaires de 2012, il était déjà très critique à l'égard de la mondialisation et de l'Europe telle qu'elle fonctionne ; son éviction de l'Elysée a été la suite logique de celle de Montebourg du

gouvernement analyse-t-il dans [le livre](#) très intéressant qu'il a consacré à son expérience. Il se définit comme « *patriote, républicain et socialiste, dans cet ordre* ».

La victoire du « non » au référendum de 2005 sur la ratification de la nouvelle constitution européenne, mal escamotée par le traité corrigé adopté fin 2007 à Lisbonne, pèse toujours sur la politique française, analyse-t-il. Il parle d'ailleurs souvent du « camp du non » ou même des « nonistes ». **Le nouveau Président** - qu'il connaît très bien puisqu'ils ont travaillé ensemble à l'Elysée pour conseiller Hollande - **n'arrivera pas plus que son prédécesseur à infléchir vraiment l'Europe telle qu'elle est**, estime-t-il. Ce pronostic est d'autant plus frappant qu'Aquilino Morelle porte par ailleurs un regard très positif sur Emmanuel Macron, sa percée politique et son installation au pouvoir et n'exclut pas du tout qu'il soit là pour dix ans.

Ce qui ne lui convient pas chez lui n'est pas qu'il soit « européen », mais qu'il soit « européen », explique-t-il. C'est à dire prêt à tous les sacrifices pour l'Europe qui est, pour lui, une priorité.

La future opposition, il ne la voit pas comme un partie du Frexit mais plutôt comme un regroupement de ceux qui veulent une **refondation de l'Europe**. Le « plan » d'Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères, lui conviendrait bien : une grande conférence pour remettre à plat et reconstruire l'Europe sur des bases nouvelles (voir son livre, *Sauver l'Europe*, publié en novembre

2016 chez Liana Levi). Le système actuel est trop fédéraliste et empêche les coopérations intergouvernementales.

Qui est susceptible de fédérer un tel mouvement « anti-européiste » ? Le Parti Socialiste ne tient manifestement pas dans son état actuel une grande place dans ce schéma. Aquilino Morelle ne croit pas à la possibilité pour Jean-Luc Mélenchon de capitaliser sur son succès à la présidentielle : il y a chez lui une part de violence qui inquiète les électeurs et il n'attire pas vraiment l'électorat populaire.

La force politique du FN constitue évidemment un problème majeur. 35% au second tour c'est considérable. Mais « **il n'y a pas 35% de fascistes en France** ». Ce qui manque c'est une autre force politique qui s'adresse à la « **classe ouvrière** », concept qui garde une place importante dans les analyses d'Aquilino Morelle. Concernant **l'immigration**, sur laquelle le FN a le discours que l'on sait, il pense qu'il faut s'en tenir à la position de Michel Rocard (la France ne peut accueillir toute la misère du monde mais elle doit en prendre sa part). **Encore faut-il regarder les réalités en face et les nommer. « Ce sont les pauvres et les enfants de pauvres qui supportent toute la charge d'intégration des immigrés »**. Reste enfin, pour que cette nouvelle opposition se concrétise, à ce qu'émerge **un leader**. Emmanuel Macron vient de montrer, qu'avec de l'audace, cela peut aller vite.

Jean-Claude Hazera

Enregistrement vidéo sur [le site du Club des vigilants](#)

Commentaire

Face à la migration des pauvres des pays peu développés vers les pays plus développés, la réponse de "ceux qui ne sont pas pauvres" serait-elle de suggérer et de faciliter (sinon provoquer) "la guerre des pauvres entre eux" ?

Henri-Paul Soulodre

Débat

Rwanda : Ouvrons les archives !

Depuis quelques semaines, les accusations sur le rôle de la France pendant le génocide des Tutsis et des Hutus modérés se précisent*. **La France aurait, en juin 1994, livré des armes aux forces gouvernementales rwandaises**, responsables et actrices du génocide, alors en déroute face au FPR de Paul Kagamé et qui s'apprêtaient à passer au Zaïre. Outre qu'à cette date le génocide était consommé et que personne ne pouvait l'ignorer — encore moins les autorités françaises remarquablement informées par la DGSE et des organisations humanitaires —, **le commerce des armes avec l'ensemble des belligérants était sous un embargo de l'ONU depuis le 17 mai**. Concomitamment, la BNP est visée par une plainte de trois organisations internationales pour complicité de génocide pour avoir effectué, à la même époque, le règlement d'une transaction d'armes au profit des génocidaires.



La France s'est fourvoyée au Rwanda, le débat n'est plus là. Au nom d'une realpolitik qui sacralisait la stabilité des frontières et « l'engagement global de sécurité » pour ses alliés africains francophones elle a soutenu, jusqu'au bout, un régime qui ne reculait

devant aucune violence pour se maintenir au pouvoir et qui accomplissait le pire. **La dérive fut à la tête de l'Etat français, à l'Elysée.** Indifférents au malheur des peuples, une poignée d'hommes qui jouaient avec la carte des équilibres de puissance perdirent de vue l'essentiel : au quotidien les massacres faisaient 8000 morts ; un Srebrenica tous les jours pendant 100 jours ! L'armée était dans son rôle, celui d'instrument aux ordres du pouvoir civil.

La France s'est compromise dans un des pires génocides du 20^e siècle. Les causes de ce fiasco sont un usage failli du pouvoir et le refus de discuter des buts de l'intervention dans le cadre démocratique et institutionnel. Ceux qui ont, à l'époque, pris secrètement ces décisions doivent rendre des comptes, c'est la loi de la démocratie avant, éventuellement, celle de la justice.

Depuis des années des journalistes opiniâtres et des témoins directs s'activent pour **que la vérité sur le rôle de la France apparaisse dans son ensemble.** L'engagement pris par le Président Hollande d'ouvrir les archives, annoncé publiquement en 2014, a avorté. Deux éclairateurs, prudemment délégués à un examen préalable, recommandent de surseoir ; sans doute la clarté des faits est-elle trop aveuglante.

A l'heure où le logiciel qui régit le pouvoir et ses rapports avec les citoyens est mis à niveau, la rétention d'une information sur un sujet aussi grave est à contre-courant. **L'ouverture des archives est la quintessence de l'avancée démocratique.** Elle permet la transparence, la transparence la lucidité et la lucidité le progrès démocratique. Vingt-trois ans après les faits, il est temps : ouvrons les archives !

Philippe Bois

**Voir notamment l'article de Patrick de Saint Exupéry dans le n°39 de la revue XXI*

Réponse d'Hubert Védrine

1 Hubert Vedrine dément en bloc les allégations et les accusations, fondées sur des spéculations, relancées "sans preuve" selon ses propres termes, par Patrick de Saint Exupery, dans son article du dernier numéro de sa Revue XXI.

2 Ces accusations répétées contre l'action de la France au Rwanda, notamment pendant l'opération Turquoise, autorisée par le Conseil de sécurité des Nations Unies, ont été maintes fois démenties avec précision par les autorités gouvernementales, parlementaires et militaires françaises. La France a été le seul pays à mesurer, dès 1990, les risques de guerre civile et de massacres au Rwanda ; le seul à s'engager pour trouver un compromis politique par les accords d'Arusha en 1993; le seul à avoir agi pour porter secours aux populations pendant le génocide par l'opération Turquoise, du 22 juin au 22 juillet 1994, qui a permis de sauver des dizaines de milliers de tutsis.

3 On ne peut pas ne pas s'interroger sur les motifs de cette *énième* campagne d'accusation contre des responsables français. En effet, il est de notoriété publique que les dirigeants du Rwanda ne décollèrent pas contre les autorités judiciaires françaises dont elles attendent un non-lieu, qui ne semble pas à l'ordre du jour, et qui dégagerait leur responsabilité dans l'instruction menée pour déterminer les responsables de l'attentat du 6 avril 1994 qui a coûté la vie aux Présidents du Rwanda et du Burundi, et déclenché le génocide.

4 On ne peut que regretter que beaucoup de médias aient répercuté sans aucun recul ni éléments de preuves des accusations aussi graves sans jamais rappeler les démentis les plus officiels, ni que Patrick de Saint Exupery a déjà été définitivement condamné en justice en 2015 pour des accusations similaires.

Hubert Védrine a accompagné François Mitterrand à l'Elysée pendant 14 ans comme conseiller diplomatique, puis porte-parole, puis secrétaire général, fonction qu'il occupait à l'époque des faits évoqués. Par la suite, il a été ministre des Affaires étrangères du gouvernement Jospin. Il est président de l'institut François Mitterrand.

International

Corée du Nord. Une initiative française ?

La Corée du Nord a tiré son énième missile balistique, aussitôt suivi des énièmes condamnations unanimes des grandes puissances. Auxquelles il convient désormais d'ajouter les tweets de (vagues) menaces auxquels le Président Trump nous a habitués. L'ONU vient de renforcer les sanctions économiques contre le pays. Quelles chances ont-elles de faire plier les dirigeants nord-coréens ?

Soumis depuis des décennies à un embargo sur les armes et à un arsenal impressionnant de sanctions économiques et financières, le pays résiste, multiplie les provocations (« rayer les Etats-Unis de la carte », ...) et défie les grandes puissances nucléaires, y compris son amie la Chine. On constate, une fois de plus, l'inefficacité de telles mesures et l'incapacité de l'ONU à faire respecter ses résolutions. Et puis, on peut se poser la question de la légitimité des grandes puissances nucléaires à interdire, de façon unilatérale, à un pays qui le désire et se sent menacé, de développer sa propre défense nucléaire...



Alors, que faire ?

L'option militaire semble peu probable. La Chine verrait sa crédibilité gravement compromise si elle laissait les USA agresser son voisin dans une région où elle prétend exercer son leadership.

Pour autant elle ne doit pas envisager avec sérénité d'avoir un voisin doté de l'arme nucléaire. Mais on imagine mal qu'elle intervienne par les armes. Elle pourrait utiliser l'arme économique : les échanges avec la Chine représentent 90% des exportations nord-coréennes. La récente résolution de l'ONU va dans ce sens. Pourtant, on peut douter de l'efficacité d'une telle mesure qui risque, si tant est qu'elle soit appliquée, de plonger davantage encore le peuple nord-coréen dans la misère. Sans pour au-

tant inciter les dirigeants, qui se sentent menacés, à négocier. **Reste l'option diplomatique.** Mais, pour se parler il doit exister une forme de respect. Cela disqualifie les USA qui n'ont toujours exprimé que menaces et mépris à l'égard des dirigeants nord-coréens. N'y a-t-il pas là une carte à jouer pour notre Président ? Il a manifestement de l'appétence et du talent pour cela (cf. l'accord de principe qu'il a obtenu de la part des belligérants libyens). Il est apprécié tant par Xi Jinping que par Donald Trump. Il n'a pas de passif vis-à-vis des très chatouilleux dirigeants nord-coréens. Ce serait audacieux, la Corée ne faisant pas partie de la zone d'influence française.

Le temps ne serait-il pas venu de changer notre logiciel et que la France prenne une initiative pour ré-ouvrir le dialogue entre la Corée et le reste du monde ?

Bernard Bougel

Corée du Nord. Des sanctions légitimes ?

Le droit pénal en démocratie est clair : il ne peut y avoir de sanction sans qu'une loi ne définisse, au préalable, l'infraction et la peine maximale encourue. C'est le principe issu du droit romain « nullum crimen, nulla poena sine lege ». Ce principe est repris dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (art 11).

En matière de relations internationales on pourrait penser que, suivant le même principe, nul Etat ne devrait être sanctionné sans qu'il ait violé un accord ou une obligation découlant de la Charte des Nations Unies. Malheureusement, de nos jours, les sanctions internationales prolifèrent sans que l'on sache très bien quelle règle est violée.

L'article 39 de la Charte de l'ONU précise qu'en cas de menace contre la paix le Conseil de Sécurité se doit d'agir. Mais la notion de menace contre la paix est assez floue et donne lieu à des dérives souvent graves. L'exemple type de ces dérives est celui des sanctions longues et contraignantes imposées à l'Iran pour l'empêcher de développer un arsenal nucléaire. Cet Etat proclamait haut et fort

qu'il respectait à la lettre les règles du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Mais les Etats-Unis et bien d'autres se précipitèrent sur les fausses preuves créées par les « services » israéliens pour faire voter des résolutions de plus en plus dures par l'ONU¹.

Aujourd'hui, la menace contre la paix est surtout invoquée contre la Corée du Nord et l'Iran qui se voient reprocher de développer et d'essayer des missiles sol-sol à grande portée. Les récents essais de nouveaux moteurs de fusées, vantés par les autorités de Pyongyang, sont inquiétants. Mais le problème est **qu'il n'y a pas l'ombre d'une convention multilatérale, pas le moindre traité international, interdisant ce type de missile**. Ces missiles sont, certes, dangereux. Mais quelle base légale peut-on donner aux sanctions contre ces deux pays qui peuvent logiquement expliquer qu'ils ne font que chercher à équilibrer les armements semblables qui les entourent ? Reste la question des armes nucléaires nord-coréennes. La menace est bien présente. Même les autorités chinoises la prennent maintenant très au sérieux et participent aux multiples sanctions mondiales en n'achetant plus de charbon nord-coréen. Les dirigeants chinois montrent ainsi qu'à leurs yeux la simple dissuasion risque de ne pas être suffisante pour calmer, à coup sûr, les velléités guerrières de Kim Jong-Un.

La Corée du Nord s'est retirée du TNP. Elle en avait le droit. Elle a donc théoriquement le droit de développer son arsenal nucléaire. Mais la dictature héréditaire nord-coréenne a un discours si virulent que l'on peut raisonnablement considérer que ses armes nucléaires menacent la paix au sens de la charte des Nations-Unies. Tout porte à penser que les sanctions vont se prolonger longtemps.

Les enfants Nord-Coréens vont encore souffrir.

Etienne Copel

Iran.

Après la réélection de Hassan Rouhani

La réélection démocratique du Président réformateur en Iran souligne une évolution dont ni les Etats-Unis, ni même l'Europe ne semblent tirer toutes les conséquences. Voici des extraits de ce qu'écrivait notre ami François Nicoulaud, ancien ambassadeur à Téhéran, en mai.

Hassan Rouhani vient donc d'être réélu pour un deuxième mandat présidentiel avec 61% des voix exprimées, contre 39% à son principal adversaire, Ebrahim Raïssi. C'est un score supérieur à l'attente des observateurs. Le Guide de la Révolution, Ali Khamenei, et le corps des Pasdaran n'ont pas cherché à peser sur le résultat de l'élection, malgré leur proximité avec Ebrahim Raïssi, candidat ultra-conservateur... Après la gestion calamiteuse de l'élection présidentielle de 2009, qui avait fait descendre des millions d'Iraniens dans la rue, le cœur du régime semble avoir définitivement compris qu'il y avait des pratiques auxquelles il valait mieux renoncer s'il ne voulait pas mettre à nouveau les institutions en péril. Déjà, d'ailleurs, en 2013, lors de la première élection à la présidence d'Hassan Rouhani, la population avait été satisfaite du déroulement de l'élection. La République islamique est donc capable d'apprendre et d'évoluer.

La participation électorale a atteint le chiffre de 73%, chiffre élevé pour l'Iran. ... Ce taux est l'un des éléments clefs de l'élection. En effet, les faibles participations tendent en Iran à favoriser l'expression des fidèles du régime ... La personnalité de Raïssi, profondément réactionnaire, marquée par un lourd passé de procureur impitoyable aux ennemis de la Révolution, et se lançant dans un discours de plus en plus populiste, a produit chez les Iraniens les plus évolués l'effet d'un repoussoir, un peu, mutatis mutandis, à l'image de Marine le Pen en France. Le principal slogan de la campagne de Rouhani, "nous ne ferons pas machine arrière", cristallisait bien ce sentiment. Et Rouhani s'est enhardi au fil de ses prises de parole, s'en prenant aux Pasdaran, s'engageant à rechercher la levée des dernières sanctions frappant l'Iran, promettant de nouveaux pro-

grès en matière de libertés, prenant parti pour une détente dans les relations avec le monde extérieur.

... Le verdict des urnes a été sans appel, et s'est aussi traduit dans le résultat des élections municipales, qui se tenaient le même jour. De grandes villes conservatrices ont basculé du côté des soutiens de Rouhani, comme Ispahan ou Machhad. A Téhéran aussi, les conservateurs vont passer la main aux réformateurs. Plus de femmes qu'auparavant se sont portées candidates, et elles seront plus nombreuses à siéger dans les conseils municipaux. Le soir de l'annonce des résultats, des foules pacifiques ont manifesté en une atmosphère de liesse bon enfant dans tous les coins du pays. Décidément, l'Iran bouge et se place à l'avant-garde de sa région en matière de pratiques démocratiques. Même s'il y a encore du chemin à faire, le contraste est saisissant avec l'état de la vie politique dans les pays voisins de la Péninsule arabique, pourtant grands amis de l'Occident.



Mais maintenant, il va falloir transformer cet essai. Rouhani parviendra-t-il à échapper à la malédiction du deuxième mandat qui a frappé ses deux derniers prédécesseurs ? ... Dans l'immédiat, nul doute que le cœur du régime va tenter de neutraliser tous les efforts de réforme et d'ouverture annoncés par Hassan Rouhani, considérant qu'il a joué son rôle historique en concluant l'accord nucléaire de 2015, et qu'il serait désormais bien inspiré de consacrer à la gestion des affaires courantes....

S'il ne veut pas finir rejeté par ses électeurs, s'il veut tenir les promesses déjà lancées lors de sa première élection en 2013 et qu'il vient de renouveler, Rouhani va devoir passer en force et casser quelques codes de la République islamique. Il perçoit les possibilités d'interaction entre les progrès en interne et les progrès dans la relation extérieure. Il sait qu'il doit labourer en même temps ces deux terrains. Heureusement, en dépit de redoutables obstacles, quelques avancées à forte portée symbolique, mais aussi à effets concrets, sont à sa portée.

Sur le front intérieur par exemple, la commission des lois du Parlement iranien a déjà pris position en faveur de l'abolition de la peine de mort pour trafic de drogue. L'introduction de cet amendement dans la loi pénale réduirait d'environ 90% les exécutions en Iran, ce qui ramènerait leur nombre à quelques dizaines par an au lieu de plusieurs centaines, peut-être mille, voire plus, à ce jour.

Sur le front extérieur, deux gestes spectaculaires permettraient à l'Iran d'étonner les plus hostiles à son égard et de se poser d'emblée en précurseur dans sa région en matière de prolifération nucléaire et balistique. Et ces gestes ne mettraient pas en péril les fondamentaux de la République islamique. Le premier serait d'adhérer au Traité pour l'interdiction complète des essais nucléaires (TICE, ou CTBT en anglais). ... Le second geste serait d'adhérer au Code de conduite contre la prolifération des missiles balistiques, adopté en 2002 à la Haye.

Le rôle de l'Europe. Si l'on poursuit la prospective, il faudrait alors que de tels gestes soient à la fois encouragés et suivis de retour. Il n'est guère possible dans l'immédiat d'attendre quoi que ce soit des États-Unis, sinon le maintien en vie de l'accord nucléaire de 2015, ce qui serait déjà beaucoup. Israël devrait déjà trouver dans ces signaux l'indication que l'Iran ne souhaite plus se positionner en "menace existentielle" de l'État hébreu, ce qui d'ailleurs embarrasserait plutôt M.Netanyahu. L'Europe, elle, a les moyens d'œuvrer, sur de telles bases, à une détente entre l'Iran et le monde extérieur. Voilà un chantier qui devrait pouvoir mobiliser la nouvelle administration française, si elle souhaite contribuer, comme elle l'a laissé entendre, aux progrès de la paix au Moyen-Orient.

François Nicoullaud

Pour en savoir plus

Version complète de ce texte sur le site de [Boulevard Extérieur](#) et sur [le blog de François Nicoullaud](#). On trouvera également sur le blog l'analyse de la tournée de [Donald Trump au Proche Orient](#).

USA : Le troisième saccage

Ce sera donc le troisième saccage. Dans un cycle d'une quinzaine d'années, le pouvoir fédéral américain se sera rendu responsable de trois séries d'événements cataclysmiques : la guerre en Irak, la dérégulation spéculative de l'industrie financière à l'origine de la crise de 2007, aujourd'hui la déstabilisation des instruments diplomatiques et juridiques de la lutte contre le réchauffement climatique. Les conséquences de cette dernière ne sont pas encore mesurés mais ils sont à peu près certains : l'impossibilité de contenir la hausse du climat à 2° et le cortège de dévastations qui s'ensuivra. Les conséquences des deux premières sont connues et documentées : chaos et terrorisme pour l'une, ravages de l'endettement, chômage et populisme pour l'autre. **Trois cataclysmes et deux conséquences: l'effondrement du leadership des Etats-Unis, la polarisation extrême de l'opinion américaine.**

Pourquoi rapprocher ces événements ? Parce que les causes se rejoignent. **Le système institutionnel américain permet à l'activisme extrême de se loger au cœur du pouvoir fédéral.** Il tolère



l'accaparement du bien public par des groupes d'intérêt étroits qui organisent un partage des bénéfices dont l'utilité sociale est marginale, voire nulle. **L'idéologie et la cupidité sont l'apanage d'une toute petite minorité, il est rare que des groupes sociaux d'ampleur se reconnaissent dans ces**

valeurs. Régulièrement, elles acquièrent un pouvoir démesuré que le mensonge et la manipulation favorisent. Les contre-pouvoirs sont nombreux mais ils agissent quand le mal est fait. La guerre en Irak a été déclenchée par un groupe d'une dizaine d'individus déterminés. On a peu de recul, mais la décision de sortir des accords de Paris pourrait lui ressembler. La connivence de l'industrie financière et du pouvoir fédéral, garant de la régulation, est connue depuis longtemps. Le second a abdicqué sa volonté de contenir la première. « *Il y a deux puissantes assemblées aux Etats-Unis : le Sénat et la maison Morgan* » écrivait déjà Bertrand de Jouvenel au milieu du siècle dernier. Un système électoral vieillot, qui surreprésente un *mid-west* isolationniste et qui défie la modernité, achève de perpétuer ces déséquilibres. Au bout du compte, **les institutions américaines ne réduisent pas les tensions, elles les exacerbent, à l'intérieur et, désormais, à l'extérieur.**

Cessons de nous émouvoir des symptômes, regardons la cause : **le fonctionnement du pouvoir fédéral américain est défaillant**. En disant cela, on distingue clairement le génie de la nation américaine dont on a les preuves éclatantes qu'il demeure intact. Il faut agir parce que la masse des Etats-Unis ne permet plus d'accepter les divagations de quelques-uns, les dégâts sont trop lourds. Cette fois, le nombre de personnes humbles, souvent démunies, qui feront les frais de la décision accaparée par Trump, quelques idéologues et certaines industries fossiles et fossilisées se comptera en dizaines de millions. **La modernité consiste, toujours, à restreindre des intérêts catégoriels et privés qui au fil du temps accaparent une part disproportionnée du bien public, protégée par leur présence au cœur des institutions**. Les Américains ont un énorme chantier devant eux. Les ressorts de la démocratie américaine sont fantastiques mais son légalisme est aussi un frein à des évolutions de rupture.

La loi de l'histoire est sévère pour ceux qui produisent davantage de mal que de bien public. Elle ne s'arrêtera pas. **Si les Américains ne font pas le job, un jour ou l'autre les Etats-Unis se feront dicter leur conduite par le reste du monde**

Philippe Bois

Commentaire

Je crois que la démocratie états-unienne est plus résiliente qu'on ne le pense. Le Président peut en effet engager son pays dans de mauvaises voies. Mais ce dernier a les moyens d'y résister. Voyez les réactions des grandes entreprises (y compris du secteur pétrolier), de certains états (la Californie par exemple), de plusieurs grandes métropoles (New-York, emblématique, bien sûr, mais également Pittsburg, ...) à la décision de leur Président de se retirer de l'Accord de Paris.

Gageons qu'elle ne sera pas suivie d'autant d'effets qu'on peut le craindre.

Bernard Bougel

Les USA ne sont pas une Trump Country

Dès son arrivée au pouvoir, Trump, fidèle à ses provocations et, sur



tout, à ses promesses de campagne (plutôt positif pour un Président, n'est-ce pas ?), s'est empressé de signer tout une série de décrets sous les vivats de ses supporters et les huées de ses détracteurs.

La presse, d'ailleurs, n'a pas manqué ces images soigneusement mises en scène d'un Donald Trump signant, avec son éternelle moue dédai-

gneuse, ces décrets controversés, comme un directeur des notes de service.

Mais voilà : les USA ne sont pas une entreprise dont Donald Trump serait le CEO. **C'est une dé-mo-cra-tie**, solide de surcroît, qui a montré dans la durée sa résilience. Ainsi, ces décrets les plus controversés butent ou buteront rapidement sur des obstacles, certains infranchissables, tous, en tout cas, susceptibles de faire reculer cet apprenti Président. Car, **n'en déplaise à M. Trump, il existe, dans les démocraties, des contre-pouvoirs.**

Quelques exemples : un juge fédéral a très rapidement bloqué l'application du décret anti-immigration ; le Congrès devra approuver (et c'est loin d'être gagné) le financement du mur entre le Mexique et les Etats-Unis (ceci même si la taxe promise sur les produits importés de ce pays est mise en place); de même pour la sortie des traités internationaux déjà signés par les USA (COP21, TPP, ...), etc.

C'est donc un signal très positif que nous envoient les Etats-Unis : **il n'est pas si simple, pour le Président d'un véritable Etat démocratique, de s'ériger en dictateur.**

Avis aux amateurs !

Bernard Bougel

Le Maroc, un modèle solide ?

Emigration, intégrisme islamique, rapports avec le reste de l'Afrique, relations économiques et commerciales. Sur tous ces plans le royaume marocain propose une sorte de « modèle » qu'il estime être la bonne solution pour lui mais qu'il présente aussi, plus ou moins explicitement, comme une solution pour l'Europe et notamment pour la France dans ses relations avec les pays voisins du sud. Telle est, en substance, la perspective qu'a tracée le 4 juillet l'**Ambassadeur du Maroc en France**, invité du Club des vigilants.

...

... Ce vieux royaume est, jusqu'à preuve du contraire, un pays stable qui a résisté à la secousse des printemps islamiques, moyennant un savant mélange d'ouverture politique et de fermeté policière (Chakib Benmoussa a été Ministre de l'intérieur de 2006 à 2010). ... Certes le PJD, à la tête du gouvernement, est un parti « à référentiel islamique », sans pour autant que cette référence n'apparaisse dans ses statuts, fait valoir l'ambassadeur. Il n'a pas la majorité seul, mais dans le cadre d'une coalition et il ne prend pas de positions radicales. Le pourrait-il ? En réponse à une question, l'orateur rappelle qu'**au Maroc tout prosélytisme religieux est interdit, même en faveur de branches de l'islam différentes de l'islam sunnite malékite traditionnel dans le pays.** À l'extérieur, en Afrique ou en Europe, la « dimension spirituelle » de l'influence marocaine n'est pas absente, mais elle reste discrète (30 imams pour 1,5 million de Marocains en France).

L'autre « menace » qui inquiète l'Europe, chaque fois qu'il est question d'Afrique, est évidemment la pression migratoire. Au Maroc, 13 000 hommes sont consacrés à la « protection du littoral contre les réseaux ». **Le Maroc contient les migrations vers l'Europe de sa propre population, mais aussi celle des Africains qui tentent de passer vers l'Europe.** Il a même régularisé une partie des familles « piégées au Maroc » en 2015 et 2016 (25 000 puis 20 000 personnes). Pour que cette politique soit bien acceptée par les Marocains il faut quand même qu'elle leur laisse des possibilités de visas et de circulation vers l'Europe, précise l'Ambassadeur en aparté.



Sur le plan économique le Maroc se voit en pays « de transition » entre l'Europe et le reste de l'Afrique. Pays moins développé que l'Europe, mais plus que l'Afrique subsa-

harienne, pays relais aussi entre l'Europe et le reste de l'Afrique.... L'actuel souverain, Mohammed VI, soutient depuis son accession au trône (1999) une politique de présence très active en Afrique subsaharienne. Il y a fait lui même plus de 50 visites qui sont souvent de longs séjours, au cours desquels il s'intéresse de près à des projets économiques. ...Un projet particulièrement spectaculaire est à l'étude : un gazoduc remontant du Nigeria vers le Maroc et ultérieurement peut-être vers l'Europe. ...

La relation commerciale avec l'Europe est fondamentale pour le Maroc (50 à 60% de son commerce extérieur). Un accord de libre-échange approfondi était envisagé. La négociation achoppe sur un sujet qui n'a rien à voir avec les normes sanitaires ou la réglementation bancaire : le Sahara. La Cour de Justice européenne a en effet considéré que le Sahara occidental, considéré par le Maroc comme une de ses régions, est exclu de l'accord agricole avec l'Europe. Le conflit autour du Sahara occidental empoisonne la diplomatie marocaine, ses relations avec l'Algérie voisine et avec le reste de l'Afrique (le Maroc est resté plusieurs années en dehors de l'Union Africaine) depuis que l'Espagne a renoncé à ce territoire, en 1976. Un mouvement indépendantiste sahraoui revendique en effet l'indépendance.

L'autre problème régional qui montre depuis plusieurs mois les limites du modèle marocain est celui du Rif. ...Le problème du Rif illustre aussi sans doute une des limites du modèle marocain. Le Maroc reste un pays très inégalitaire qui a encore besoin de faire de sérieux progrès « d'inclusivité ». La classe moyenne se développe, mais pas assez vite. Cette persistance de fortes inégalités est sans doute un des plus sérieux points faibles du modèle marocain. Chakib Benmoussa, qui fut aussi président du Conseil Economique et Social, y a d'ailleurs fait plusieurs fois allusion, comme un problème sérieux.

Jean-Claude Hazera

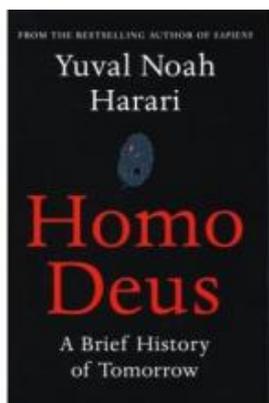
Pour en savoir plus

[Version intégrale](#) du texte et vidéo des débats sur le site du Club

Technologie-Société- Management

Faut-il avoir peur des algorithmes ?

C'est le sujet de la [matinale de rentrée du Club](#) le 12 septembre avec **Nozha Boujema**, directrice de recherches à L'INRIA. En avant-première, voici une lecture du nouveau livre Yuval Noah Harari (à paraître prochainement en français) par Jérôme Cazes



Sur quels enjeux notre civilisation va-t-elle exercer son pouvoir collectif, non pas à 20 ans, mais à 100 ou 200 ans ?

Dans cette perspective longue, Yuval Noah Harari (**Homo Deus, A Brief History of Tomorrow**, 2016 pour la version anglaise, 2017 pour la version française à paraître) nous annonce d'emblée que nos trois problèmes historiques, la faim, la maladie et la

guerre, peuvent être considérés comme résolus. Il nous rappelle la thèse de son précédent livre (**Homo Sapiens**, un énorme succès mondial) : l'homme a conquis la planète parce que, seul, il sait inventer des histoires capables de faire agir ensemble des multitudes : religions ou concepts, comme l'argent.

Il considère que **les grandes histoires du passé sont épuisées : les religions traditionnelles sont mortes, remplacées depuis 300 ans par une nouvelle religion, l'humanisme**, dont le père est Rousseau et qui nous annonce que la vérité n'est pas en Dieu mais en nous-même, que chaque individu est unique avec sa voix intérieure et ses expériences et que le pouvoir ultime revient à l'électeur et au consommateur.

L'humanisme a connu trois variantes : le socialisme, le libéralisme et l'évolutionnisme (autre nom du nazisme). Une guerre de religion entre elles au 20e siècle a failli emporter l'humanité.

Son triomphe fait illusion mais **l'humanisme va être détruit par les récentes avancées scientifiques**. Elles nous révèlent que « l'individu » est une invention, comme Dieu : notre « moi » est l'addition de plusieurs voix, actionnées par des échanges chimiques

et électriques et hautement influençables. Comme les autres organismes, nous sommes de simples algorithmes, simulables tôt ou tard (en mieux) par d'autres algorithmes. La science nous annonce un monde où la majorité des hommes sera inutile à l'économie et à l'armée, avec une minorité incontournable, immortelle et super intelligente.

Quand ces vérités seront révélées au plus grand nombre, il faudra aux hommes une nouvelle religion, car nos sociétés reposent sur l'alliance de la science du temps et d'une religion adaptée : la science a besoin de la religion, porteuse d'ordre et seule source de légitimité « surhumaine ». **L'auteur nous encourage à chercher la religion de demain dans les laboratoires de recherche de la Silicon Valley où il identifie deux religions naissantes :**

- **Le techno-humanisme** qui annonce une mutation de notre cerveau d'*homo sapiens*, ouvrant à un nouvel *homo deus* des expériences mentales inouïes et la conquête de la galaxie, via l'ingénierie génétique, les nanotechnologies et des interfaces cerveaux /ordinateurs qui sauront renforcer les forces et plus seulement pallier les faiblesses mentales. **Mais l'auteur croit que le techno-humanisme est encore trop humaniste pour réussir.**

- **Le dataïsme qui met plus sur un piédestal non plus l'homme, mais l'information...** Le dataïsme a déjà conquis tout l'establishment scientifique, séduit par une approche unifiée décrivant tous les mécanismes comme des mécanismes de gestion de l'information. Il a gagné en économie, avec le modèle du marché financier. Il va gagner en politique car élections, partis et parlements sont obsolètes, lents, loin des nouvelles technologies et incapables de comprendre la globalité du système, donc de donner une vision du futur. Les organisations qui l'emportent sont celles qui gèrent l'information le plus efficacement : l'internet des objets, qui reliera tout à tout, saura tout piloter. Les humains sont déjà prêts à s'y soumettre : ils veulent par dessus tout être « dans le réseau ».

A noter que chaque assertion est prudemment balancée d'une remarque suggérant que l'inverse est possible.... Le livre, construit pour répliquer le succès d'*Homo Sapiens*, a été écrit trop vite ...Les thèses avancées ne sont pas ou naïvement argumentées ...

La thèse principale est celle d'une prise de pouvoir par les algorithmes.

Entendue au premier degré, elle n'est pas très convaincante : les algorithmes auront demain un statut de personne morale, parce qu'une société de capital-risque a donné un siège dans son comité d'investissement à un algorithme d'évaluation des investissements etc.

Mais la thèse est probablement à prendre au second degré, et elle est alors nettement plus convaincante : les algorithmes vont prendre le pouvoir symboliquement, ...et, demain comme hier, ce sont les prêtres du dieu qui seront aux manettes. L'auteur nous annonce donc que les maîtres des algorithmes vont encore consolider leur pouvoir en l'appuyant sur une religion scientifique dont la valeur centrale ne sera plus l'homme, ni même la vérité (l'auteur affirme en effet crûment que la science ne se préoccupe pas de vérité, mais de pouvoir).

Les prêtres du dataïsme sont les GAFAs et cette nouvelle valeur de « liberté d'information » est la leur : laissez-nous librement collecter et retraiter toute votre information, nous en ferons un meilleur usage que vous. L'auteur se garde de prendre parti et affirme décrire objectivement cette évolution. **Pourtant son livre suscite un certain malaise, par son alignement sur les thèses de la Silicon Valley et par sa tonalité antihumaniste.**

L'auteur relaie le discours « dataïste » à travers une admiration sans recul pour les nouvelles plateformes numériques de partage.

...

Le second malaise vient des **définitions caricaturales et très personnelles que l'auteur donne de l'humanisme** ; de son idée de faire du nazisme l'un des courants de l'humanisme ; ou de mettre au débit de l'humanisme les guerres du 20^e siècle. Des pages parmi les plus personnelles du livre dénoncent le productivisme, le traitement inhumain des animaux, l'idée que notre monde est assis sur une croissance infinie (car seule la croissance enrichit les plus pauvres) qui amènera inéluctablement la fin de la planète. Et on voit en filigrane émerger du livre la dénonciation élitiste d'un monde démocratique, sans dieux, soumis à la consommation des masses et à leurs choix politiques. Avec l'espoir d'une humanité nouvelle, réduite à ceux qui comprennent le système parce qu'ils le fabriquent et le contrôlent.

Jérôme Cazes

[Version intégrale sur www.clubdesvigilants.com](http://www.clubdesvigilants.com)

Réguler internet, une urgence

Fréquemment, le cyberspace est comparé à un espace physique^[1]. Il est en effet bâti sur des éléments matériels, les câbles, les centres de données ; les informations qui y circulent sont matérielles et les interactions qui en résultent même immatérielles sont bien réelles et effectives. Quant aux lieux de l'internet ils ont pour noms Wikipédia, Facebook, Youtube, etc. Et, **comme pour des espaces qui échappent à la souveraineté d'un Etat nation, comme la haute mer ou les espaces extérieurs, il est indispensable de convenir de règles pour éviter que ce soit un espace de non droit. Or il n'existe aucune instance ni mécanisme pour ce faire.**

Pourtant il y a urgence. Chaque semaine les messages alarmants se multiplient sur ce que devient et ce que permet l'Internet. Tim Berners-Lee, l'un des pères fondateurs de l'Internet vient de s'insurger de voir que les droits des citoyens sur leurs données personnelles sont piétinés sur Internet et d'en appeler à des Etats bien impuissants en face de ce phénomène. Mark Zuckerberg PDG de Facebook, avait quelques jours auparavant réfuté l'idée que Facebook était le plus grand diffuseur de « Fake news » et il a fait miroiter la perspective d'une infrastructure sociale mondiale, débarrassée des messages indésirables grâce à l'intelligence artificielle.

Face à cette situation des réactions s'esquissent. Le Parlement du Royaume Uni a mis en place une commission ad hoc, la Commission européenne a lancé les 'Décodeurs de l'Europe' pour lutter contre les « fake news ». Mais dans l'immédiat il faut reconnaître que les mouvements populistes gagnent la guerre de l'information sur les réseaux sociaux^[2] et que les démonstrations de force se multiplient entre États nations soucieux d'utiliser ces nouveaux pouvoirs et prêts à y employer des cohortes de mercenaires du codage.

Pour mieux comprendre la difficulté à réguler l'usage de l'internet il est utile de se pencher sur sa gouvernance. Celle-ci peut se décrire en trois couches : une couche des communications physiques correspondant aux infrastructures de télécommunications qui supportent les échanges ; une couche logique, celle des logiciels de



roulage, des protocoles, des adresses et l'ensemble des normes qui régissent les aiguillages, les échanges et les accès et une dernière couche, celle des contenus, c'est à dire tout ce qui est véhiculé ou accessible par le réseau.

Chacun de ces couches fait

l'objet d'une gouvernance spécifique malgré les interactions entre elles. Ainsi la couche des communications physiques est de la compétence première des autorités nationales de télécommunications, en France l'Autorité de Régulation des Communications électroniques des Postes (ARCEP) et au niveau mondial de l'Union internationale des Télécommunications (UIT), plus ancienne organisation de la famille des Nations-Unies qui règle des questions comme l'attribution des fréquences ou encore les accords de rémunération des communications internationales. La seconde couche qui est celle de la gouvernance de l'Internet fait l'objet d'une organisation sophistiquée au centre de laquelle se trouvent l'ICANN[3] l'ISOC[4] et une cascade d'organismes représentant à la fois les industriels du secteur, les gouvernements, la société civile et le secteur privé. Cette gouvernance échappe formellement au contrôle étatique même si, pour des raisons historiques, techniques et économiques le Gouvernement des Etats-Unis y détient une influence prépondérante et ce en dépit des récentes évolutions qui ont conduit à une indépendance formelle de l'ICANN et de l'IANA[5] qui lui est désormais rattachée.

La troisième couche, celle des contenus est demeurée l'apanage des seuls Etats-Nations et comme l'a noté Boris Beaudé, il y a une difficulté structurelle à organiser une gouvernance de l'Internet, phénomène décentralisé qui ignore les frontières, sur la base de structures étatiques souveraines dont la légitimité s'exerce sur un territoire délimité par des frontières physiques ou par des règles d'origine militaire comme dans le cas du partage des eaux territoriales.

Dans chacun des champs mentionnés ci-dessus, il y a des divergences d'intérêt très fortes. Ainsi les rivalités entre opérateurs de télécommunications ou encore le conflit qui oppose les fournisseurs d'accès à l'Internet et les offreurs de service d'une part et les opérateurs qui en fournissent les tuyaux mais ne sont pas rémunérés. Il en va de même de la position des registres de nommage qui sont autant de machines à cash ou des géants du net qui ne participent pas ou tout au moins pas nécessairement au financement des infrastructures de télécommunications. Mais dans l'un et l'autre cas il existe des mécanismes et des lieux de discussion et de négociation. Comme mentionné précédemment, ce n'est pas le cas du champ des contenus, puisque chaque Etat est souverain et qu'il n'y a aucune instance où cette question puisse être abordée.

Il est aujourd'hui de bon ton de se moquer de l'impuissance des instances internationales ou supranationales et de s'insurger des parcelles de souveraineté qu'elles enlèvent aux Etats. Mais qui ne voit les dangers de l'évolution d'un Internet qui diffuse l'intoxication et qui véhicule les messages de haine et de violence, sa mobilisation au service des manipulations de dirigeants saisis par l'ivresse du pouvoir ou encore son utilisation systématique par des géants de l'économie, multinationales aveugles aux individus et qui préten-

dent nous soumettre à la dictature consentie de leurs intérêts parce qu'ils sauront mieux que nous ce qui nous convient pour atteindre le bonheur ou tout au moins le croire.

L'Internet bouscule les équilibres et la flèche du temps rend certaines des évolutions irréversibles. Aussi, sauf à accepter que cet espace échappe à toute régulation avec les dangers y compris dans le monde physique que cela comporte, il nous faut ici et maintenant penser l'instauration d'espaces de dialogue et de négociation de règles au nom du bien commun.

[1] Thèse développée par Boris Beaudé dans « Les fins de l'Internet » et récemment reprise par Laurent Bloch dans « L'Internet, vecteur de puissance des Etats-Unis ».

[2] Voir Désinformation, fake news et réseaux sociaux sur le [site de Futuribles](#)

[3] The Internet Corporation for Assigned Names and Numbers, <https://www.icann.org/fr>

[4] Internet Society, www.isoc.fr

[5] Internet Assigned Number Authority www.iana.org

Jean-François Soupizet

Métamorphose de la recherche spatiale

Notre ami Jacques Blamont, membre fondateur du Club, astrophysicien de renom, membre de l'Académie des sciences, acteur depuis toujours de l'innovation spatiale, propose de mettre en place ce qu'il appelle une « **Fédération spatiale wikinomique** », système de production collaborative d'un genre nouveau qui, grâce aux réseaux, associerait les acteurs historiques de la recherche spatiale à des acteurs « non spatiaux » pour produire des innovations.



Sensibilisé il y a une dizaine d'années à l'idée (développée par Don Tapscott et Antony Williams dans leur livre « Wikinomics ») qu'il existe sur le web des foules de compétences inemployées (économiquement), il imagine un système qui permette de

tirer parti tout à la fois de la « génération internet », des mouvements hackers et makers, des fablabs, et... de tous les amateurs qui innovent, en s'appuyant sur les évolutions récentes que le paysage industriel mondial connaît à travers les révolutions de l'industrie 4D.

Concrètement, son objectif est de faire en sorte que des agences spatiales traditionnelles (ESA, CNES) prennent l'initiative de **création d'une vaste plateforme virtuelle mondiale qui, grâce aux réseaux sociaux, jouerait le rôle d'une sorte de « direction des programmes »**. Celle-ci, s'appuyant sur les pratiques d'excellence des agences, grands acteurs traditionnels de l'espace, **fédérerait et guiderait des initiatives aujourd'hui désordonnées en faisant participer aux missions spatiales des « acteurs non spatiaux »**.

A travers cette *Fédération spatiale wikinomique*, il s'agit de faire participer à la recherche spatiale, de manière coordonnée, ceux qui, de facto, contribuent aujourd'hui à l'innovation mais sans que, pour l'instant, il n'en résulte selon Blamont autre chose qu'un « vaste mouvement brownien sans résultante significative ».

Pour l'observateur de la métamorphose de nos sociétés (décrite par notre ami Alain de Vulpian dans "[Eloge de la métamorphose. En marche vers une nouvelle humanité](#)") cette initiative semble en constituer un véritable « symptôme ».

En s'appuyant sur certaines des caractéristiques majeures de cette métamorphose, ce projet de mise en place d'une sorte de « gouvernance mondiale de la recherche spatiale », entretient (soigne) celles-ci, leur donnant en quelque sorte un « coup de pouce » pour qu'un mouvement informel et peu structuré par nature puisse accoucher de réalisations concrètes et innovantes. **Il épouse l'émergence d'une nouvelle « société des gens », auto-organisée en réseaux souples et mobiles, favorisée par le développement très rapide des technologies de communisation interpersonnelles**. Les hackers, makers et fablabs du monde entier en sont une éclatante illustration. Ils font partie de ces « nouveaux animaux » décrits par Vulpian, qui émergent ici et là, transforment le tissu social et font naître une nouvelle société. Cette société nouvelle est à l'affût des « facilitateurs de connexions ». Car elle fonctionne de plain-pied, dans l'horizontalité et non plus entravée par des organisations hiérarchiques dans lesquels des personnes de plus en plus autonomes ne trouvent plus leur compte (c'est un euphémisme...).

La perception de ces forces « naturelles » (et potentiellement très innovantes) conduit ainsi Blamont à jour le rôle de **facilitateur de l'intelligence collective**, en imaginant un projet susceptible d'alimenter cette auto-organisation spontanée, tout en lui donnant un minimum de cadrage, de régulations, indispensables dans ce secteur de pointe.

Ce projet constitue encore une possible traduction, dans le secteur spatial, de ce que Vulpian qualifie de « **société comme un cerveau** », qui a la particularité de **rassembler, faire interagir, dans**

un même ensemble connecté, et sans prééminence (à la différence du concept classique de « subsidiarité ») les trois niveaux d'action : le micro, le macro et le global. C'est à cette condition que la société métamorphosée fonctionne.

Pour en savoir plus sur la Fédération spatiale wkinomique, vous pouvez lire [l'article de Jacques Blamont paru dans la revue de l'Association Aéronautique et Astronautique de France](#)

Anne Beaufumé

Big data et blockchain vont-ils sauver l'agriculture... et nous ?

À quoi pourrait ressembler un agriculteur ouvert à toutes les promesses de la technique ? En particulier à toutes les connaissances nouvelles dont il pourrait bénéficier grâce à l'univers du numérique, aux big data, à la mutualisation de la connaissance sur les réseaux. Il pourrait s'appeler **Hervé Pillaud**. Le Club des Vigilants l'a reçu le 3 mars à Paris à l'occasion du Salon international de l'Agriculture.



Auteur de deux livres, « Agronumericus, Internet est dans le pré » et « Agroéconomus, Manifeste d'agriculture collabor'active » (Editions la France agricole), il est venu au numérique par l'action syndicale (il est vice-président de la FDSEA de Vendée), la communication (un site, puis une web TV), et une curiosité manifestement assez large. Mais Hervé Pillaud est aussi avant tout un éleveur, les pieds sur terre, à la tête d'une exploitation laitière de 80 hectares avec sa femme.

Les robots, chez lui on n'a rien contre, surtout s'ils peuvent effectuer des tâches ingrates, comme traire les vaches. Quand il pense réseau, il choisit l'image du vol d'étourneaux qui, sans suivre un

chef, reste toujours groupé dans ses évolutions les plus acrobatiques sans jamais d'accident. Et quand il rêve robot, il imagine déjà celui qui désherberait brin par brin en séparant les nuisibles des autres herbes. Une sorte de poule intelligente...

D'emblée il se positionne dans les grandes querelles qui divise l'agriculture. **Il est productiviste.** Parce que la population mondiale augmente. Parce que l'Asie et l'Afrique auront besoin de se nourrir. Parce que la pénurie guette. Parce que les énergies fossiles auront besoin, pense-t-il, du relais des énergies d'origine agricole. Pour autant il ne pense pas que la productivité agricole doive rester éternellement liée à l'épandage massif d'engrais sur des terres appauvries par la monoculture.

Il ne sait pas exactement de quoi l'avenir sera fait. **Mais il est certain que c'est de la connaissance qu'émergera l'agriculture moderne.** Connaissance des sols, de la météo, des associations de plantes (permaculture), des maladies et de la manière de les prévenir, des assolements, etc. **Cette connaissance viendra autant du partage de l'expérience et des millions de données accumulées (les big data) que des produits innovants.** L'internet des objets permettra de surveiller le respect des procédures.

Le défi pour les agriculteurs est d'organiser eux-mêmes la mutualisation de ces expériences plutôt que de se faire revendre la connaissance au prix fort par quelques grandes entreprises géantes du type Monsanto... ou Google... Les technologies de type blockchain (celle qui a été rendue célèbre par le bitcoin) peuvent les y aider dans la mesure où elles permettent de faire circuler de l'information en toute sécurité sans « tiers de confiance », sans « notaire » ou « banquier ». Ces mêmes technologies doivent aider à faire évoluer les circuits de distribution et d'information des consommateurs, même à l'exportation. Elles permettent une traçabilité parfaite. « Le consommateur chinois veut aussi savoir ce qu'il mange », et c'est même une des raisons pour lesquelles il s'intéresse aux produits français (par exemple les laits infantiles). Plus généralement c'est donc un **programme de reprise en main de leur destin par les exploitations familiales que cet optimiste a en tête.** Mais pas question que la productivité en pâtisse. Pour lui la ferme des 1000 veaux installée en Creuse ne pose pas les mêmes problèmes que la ferme des 1000 vaches parce qu'elle est « l'œuvre commune de 40 exploitants ».

Jean-Claude Hazera

Pour en savoir plus

Vidéo de la matinale sur www.clubdesvigilants.com

Management : la véritable révolution



Pour réinventer les entreprises il faut écouter un peu les experts et beaucoup tous les autres, dans l'entreprise et au dehors.

Le monde change : ceci se manifeste par des évolutions, des changements dans tous les domaines et de constantes mutations. Nombreux sont les décideurs et organisations qui se demandent comment se repositionner, comment trouver la

stratégie à mettre en œuvre pour une meilleure performance.

Se réinventer nécessite un arrêt dans un univers en connexion permanente. Un retour sur soi et sur son histoire dans une société court-termiste et souvent prise dans un hyper-présent. Les valeurs, le passé et le présent sont à prendre en compte.

Se réinventer signifie : « inventer de nouveau ce qui avait été oublié ou perdu ou donner une valeur nouvelle à quelque chose. »

Dans cette période de disruption, la réinvention des entreprises passe, à notre avis, par l'innovation managériale. Et les problèmes qu'elles ont à résoudre ne sont pas si différents de ceux qu'affrontent nos sociétés démocratiques dans leur ensemble.

Quand on parle d'innovation, on pense stratégie, offre, organisation et très rarement management, à savoir la manière dont on anime les Hommes. Très rares sont les décideurs qui parlent d'innovation managériale. Et lorsqu'il est fait état d'innovation managériale, les évolutions portent avant tout sur l'organisation et les systèmes d'information.

Les "principes collaboratifs", l'importance attachée à la qualité des liens, au souci de l'autre et à la bienveillance arrivent en dernière position alors que c'est très certainement dans cette direction que se situe la véritable (r)évolution du management.

Il ne suffit pas de greffer une nouvelle théorie du management, encore faut-il que le corps l'accepte. Les entreprises et les organisations relèvent du vivant. Ce sont des corps chimiques et biologiques. Un modèle d'organisation organique (flexible) correspond bien évidemment à un **environnement turbulent**.

À chaque entreprise sa solution pour réinventer le management, mais ce qui est sûr c'est que les facteurs exogènes (rôle du client, révolution numérique, attentes des collaborateurs...) sont déterminants pour faire émerger des innovations managériales qui sont des innovations au carré favorisant les autres capacités d'innovation de l'entreprise.

Ceci implique de la part du manager d'être curieux, ouvert, flexible et... de savoir produire lui-même, c'est-à-dire d'être un sachant sans tout savoir. Ceci implique de prendre en compte toutes les formes d'intelligences.

L'innovation doit être transfonctionnelle et ouverte au plus grand nombre, car tout le monde peut avoir de bonnes idées, quel que soit son métier, son statut ou son expérience. Les disruptions du monde nécessitent d'aller au-delà de l'intelligence logique et des attitudes « classiques ».

Il ne s'agit plus de restreindre la recherche de nouvelles idées aux experts. Ouvrir au plus grand nombre permet d'instaurer un processus d'itération qui permet aux personnes de se nourrir les unes les autres. L'idée d'utiliser une carte dans les chambres d'hôtels pour éviter les dépenses d'électricité vient d'un homme de ménage. L'innovation managériale questionne la posture des dirigeants ; ils doivent se transformer eux-mêmes en remettant en question les postures apprises. L'innovation nécessite d'apprendre et de désapprendre.

Il ne faut cependant pas oublier que les nouveaux modèles de management ne peuvent pas fonctionner sans la forte implication des collaborateurs et leur engagement autour d'un projet commun. Ce qui peut apparaître comme une évidence aujourd'hui, avec les difficultés que traversent certaines entreprises, souligne l'urgence pour le management de se réinventer. L'avenir n'est pas écrit, il est à construire et ce sont les hommes qui le feront.

Evelyne Bertin

Ethique et économie

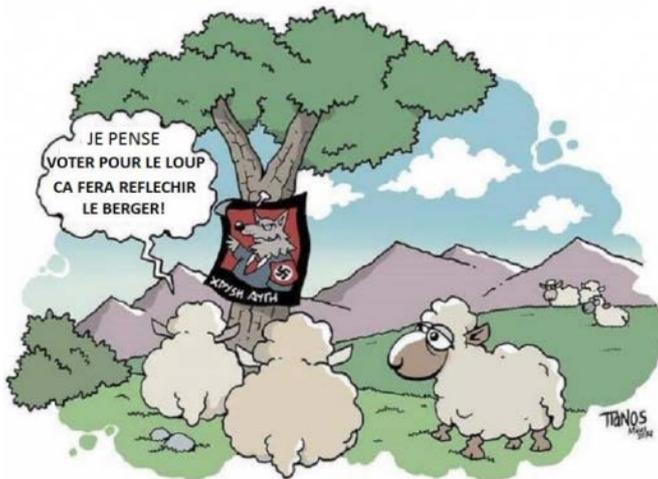
Bernard Esambert, président d'honneur du Club des vigilants, a lancé une ambitieuse entreprise de refondation d'une éthique du libéralisme, dont la nécessité semble assez évidente. Le Club soutient ce projet. Il se traduit notamment par des conférences suivies par certains membres du club. Voici ce qu'ils en ont retenu. On peut aussi retrouver les textes des conférences sur [le blog de la fondation Ethique et économie](#). L'ambition ultime de Bernard est de réunir un grand symposium qui adoptera une Charte universelle des règles éthiques du libéralisme.

Suzanne Berger : Pour éviter le protectionnisme, cédon sur l'immigration

Les coûts politiques de la globalisation, en forte augmentation, sont « hors de contrôle ». Symptômes : Trump et le Brexit. Que faire ? C'est la question à laquelle a tenté de répondre Suzanne Berger, politologue et historienne américaine, spécialiste de la mondialisation mais aussi de la France. Elle s'exprimait le 16 janvier à Paris, dans le cadre du cycle « Ethique et Economie » organisé à l'Institut par Bernard Esambert et Gérard Collomb.

Les causes économiques du populisme sont incontestables. Depuis l'entrée de la Chine dans l'Organisation Mondiale du Commerce en 2001, l'augmentation des importations des pays à bas salaire aux Etats Unis a été très forte, expliquant 20% de la réduction de l'emploi américain dans les régions les plus touchées. De plus, il s'ensuivit une baisse du revenu des blancs d'environ 20%, sans compter que 20% d'entre eux se trouvèrent de façon permanente au chômage, impactant également toute l'économie locale.

Les gouvernements successifs depuis 2001 jusqu'à 2009 comptaient sur la création d'autres postes à valeur ajoutée plus élevée qui s'est avérée insuffisante, malgré les prévisions des économistes qui plaident leur innocence aujourd'hui.



D'autres facteurs qui mériteraient étude sont sans doute à l'œuvre mais « le public aujourd'hui croit véritablement que la globalisation est responsable ».

Pourquoi ce public se tourne-t-il vers les partis populistes, aux États-

Unis, mais aussi en France et en Europe ? Parce que les canaux de représentation habituelle qu'étaient les syndicats et les partis représentant les travailleurs ne jouent plus leur rôle. Le taux de syndicalisation est tombé de 35% en 1950 à 11% en 2015 aux États-Unis. Et le parti démocrate semble aujourd'hui dominé par les élites de Wall Street, les entreprises de haute technologie et les classes bien payées. D'où le vote massif pour Trump de la part de ces électeurs blancs et des classes moyenne qui avaient précédemment voté pour Obama. Suzanne Berger insiste beaucoup sur ce « *facteur clé* » qui est à l'œuvre même dans des pays européens où la politique sociale amortit beaucoup les effets de la mondialisation. Répondant à une question du Club des vigilants, elle assure que même en Allemagne l'AfD trouve ses électeurs dans les parties de la population les moins syndiquées.

Alors que faire, en attendant qu'une nouvelle offre politique et syndicale autre que le populisme canalise à nouveau la représentation de ces laissés pour compte de la globalisation ?

Suzanne Berger, célèbre pour son travail sur « *la première mondialisation* », celle du XIX^{ème} siècle, sait que le phénomène est réversible. Après 1914 il a fallu soixante dix ans pour qu'arrive la deuxième mondialisation. **L'universitaire américaine est convaincue que la fermeture des frontières aux marchandises ferait beaucoup plus de mal que de bien et que c'est cela qu'il faut éviter à tout prix.** Une guerre commerciale des États-Unis avec la Chine pourrait entraîner des conséquences inimaginables. L'affaire du mur avec le Mexique pourrait aussi entraîner de lourdes conséquences pour les Mexicains mais aussi pour les Américains. L'idée de ramener aux États-Unis la production des i-phones est une mauvaise idée typique. On ramènerait des travaux d'assemblage mal payés, le prix deviendrait trop élevé pour le marché, et la demande diminuerait.

À contre cœur, Suzanne Berger finit par conclure qu'il faut, en partie, satisfaire la principale demande des populistes pour assurer une paix relative et pour sauver la démocratie libérale : redonner de la consistance aux frontières et limiter et contrôler les entrées de migrants tout en continuant à accueillir les réfugiés.

Jean-Pierre Nessi

Commentaire

Je ne partage pas ce point de vue. Pour parodier Winston Churchill ("vous avez voulu éviter la guerre au prix du déshonneur, vous aurez la guerre et vous avez le déshonneur"), on pourrait dire : **vous voulez éviter le protectionnisme au prix de la fermeture de vos frontières aux migrants, vous aurez le protectionnisme et vous avez la fermeture de vos frontières aux migrants.**

De surcroît, je crois que l'Europe est trop "généreuse" dans l'ouverture de ses frontières aux importations. Certes, son industrie est (encore) puissante et capable de résister. Mais à quel prix ? Faut-il continuer à laisser des produits fabriqués dans des conditions sociales et environnementales insupportables envahir nos étals ? Faut-il continuer à signer des accords qui, à l'instar du CETA, tireront vers le bas nos normes sanitaires et environnementales ? Qui en tire vraiment profit, si ce n'est les grands groupes multinationaux qui jouent à fond l'extra-territorialité fiscale ? Ce ne sont pas nos centaines de milliers de PME qui bénéficient cette libéralisation à tout va.

Bernard Bougel

Jean-Pierre Dupuy : Le libéralisme et les passions destructrices

Pour Jean-Pierre Dupuy, ingénieur et philosophe, professeur à Stanford, invité du cycle « l'Éthique du Libéralisme » de notre ami Bernard Esambert au sein de la **fondation Éthique et Économie**, l'économie joue le même rôle que le sacré vis-à-vis de la violence.

Le « cas Trump » (ce pourrait être un « cas clinique ») illustre bien, selon le philosophe, ce qu'il faut entendre par « passions destructrices ». Jean-Pierre Dupuy pourfend l'idée d'un Trump narcissique et égocentrique jusqu'à la caricature. Selon lui « **l'égo de Trump est vide** ». C'est pourquoi il a absolument besoin de l'admiration, de l'attention, de l'amour des autres pour se remplir. Le signe de rejet le plus dérisoire devient alors une humiliation intolérable.

Humiliation, ressentiment, esprit de vengeance : ce trio infernal est le monde de Trump, mais c'est aussi le monde de ceux qui ont voté pour lui, pauvres blancs de la Rust Belt et des régions rurales. Jean-Pierre Dupuy fait également l'hypothèse que l'Amérique qui a voté Trump a exprimé sa rancœur vis-à-vis des victimes supposées (femmes, mexicains, musulmans, handicapés moteurs, etc.) sacralisées par le « politiquement correct ».

Jean-Pierre Dupuy fixe l'origine du libéralisme économique à la « **Fable des abeilles** » de Bernard de Mandeville, médecin d'origine française vivant à Londres, fable dont Adam Smith aurait tiré la morale : **ce sont les vices privés qui maximisent l'intérêt général.** L'économie avait, en effet, besoin de s'affranchir de la morale chrétienne et de prouver qu'elle était porteuse de sa propre morale.



C'est ce que raconte l'intrigue : des abeilles vivaient dans une ruche, parfaitement heureuses car actives, industrielles, travailleuses et donc prospères, mues qu'elles étaient par ces « vices privés » que sont l'envie,

la rivalité, l'esprit de concurrence, le désir de dépasser les autres, etc. Survient un pasteur anglican qui prêche les vertus théologiques :

la foi, l'espérance et la charité, ainsi que les vertus cardinales : la prudence, la tempérance, la force d'âme et la justice. Les abeilles se laissent convaincre, elles cessent de travailler, la ruche périclité, les ressources se font rares, ce qui déclenche les passions destructrices et précipite la chute de la ruche.

L'économie « contient » les passions destructrices aux deux sens du terme : elle les porte en elle mais elle y fait également barrage.

Jean-Pierre Dupuy évoque ensuite le rapport de l'économie à la violence, rappelant les deux théories s'affrontant depuis toujours : l'économie c'est la violence, il n'y a pas de meilleur remède à la violence que le marché.

L'économie, c'est la violence avec l'exploitation des plus faibles, la volonté de maîtrise du monde, la destruction de la nature, la corruption. Mais **l'économie, comprise comme la poursuite privée du plus grand bien matériel, est également un remède aux passions qui poussent les hommes à la démesure, à la discorde et à la destruction mutuelle.** L'économie « contiendrait » donc la violence, au double sens du terme « contenir » ?

Mais, poursuit le philosophe en citant Adam Smith (*Théorie des sentiments moraux*, ouvrage bien antérieur à celui qui a fait sa réputation : *l'Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations*), « l'économie ne serait-elle pas un « mensonge à soi-même » ? Si nous courons après la richesse matérielle, forcément finie, sans jamais en être rassasiés, n'est-ce pas parce que nous recherchons autre chose qui, lui, n'a pas de finitude : le désir d'être reconnu, admiré ? Car la richesse attire sur celui qui la possède le regard de convoitise des autres.

L'économie, c'est finalement un jeu de dupes, un théâtre dans lequel chacun est à la fois dupe et complice de la duperie. « *Puisque l'économie (réalisée) est un immense mensonge à soi-même, on ne s'étonne pas que l'économie (comme théorie) participe pleinement de cette duperie généralisée.* »

L'une des dimensions essentielles de l'éthique, poursuit Jean-Pierre Dupuy, est la justice et, puisqu'il s'agit d'économie, la justice distributive, aussi appelée justice sociale. **Or, contrairement aux idées reçues, ce n'est pas le socialisme mais le libéralisme qui a produit le plus de théories sur ce concept.**

Le philosophe rappelle deux théories libérales aux deux extrémités du spectre libéral politique.

John Rawls (1921-2002), philosophe américain, énonce les 2 lois suivantes :

- Les parts du « gâteau social » n'ont pas à être calculées en proportion du mérite de chacun.
- Les chances de mener une vie pleine ou médiocre dépendent des institutions de base de la société, certes, mais aussi de la loterie na-

turelle et de la contingence des circonstances sociales de la naissance. Or celles-ci sont arbitraires d'un point de vue moral, aucun mérite ne s'y attache. Nul ne mérite ses talents et ses capacités.

Il s'agit donc d'une position anti-méritocratique. **On rémunérera les talents et les efforts, mais ce non pas pour des raisons morales, comme ce serait le cas en méritocratie, mais comme moyen efficace d'atteindre une fin morale : accroître le bien-être des plus malheureux.**

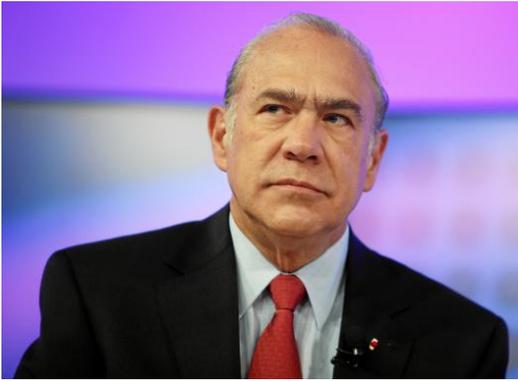
Pour Friedrich Hayek (1899-1992), économiste de l'école autrichienne, les politiques dites « sociales » ne peuvent qu'être aveugles, car on ne dicte pas à un ordre social spontané les résultats qu'il doit atteindre. Il n'y a pas de régulation concevable qui ignore l'autorégulation spontanée du marché. Car il existe des « externalités ». **Ce ne sont donc pas seulement le mérite ou la valeur morale qui peuvent être aveuglément sanctionnés par le marché ; ce sont aussi l'effort, le talent, l'habileté, les choix stratégiques réfléchis : nulle récompense n'est garantie face aux aléas et à la contingence de la vie sociale.**

En conclusion : pour les philosophies libérales, **il ne s'agit pas de faire que le bien l'emporte sur le mal, puisque le bien est contaminé par le mal.** Les plus subtiles d'entre elles perçoivent une propriété du mal dont on ne trouve l'équivalent, du moins dans le monde occidental, que dans les Evangiles : Satan est capable de faire échec à Satan. Ce libéralisme comprend que le mal – les « passions destructrices » – peut parfois se contenir lui-même en s'auto-dépassant.

Bernard Bougel

Rétablir la confiance dans l'économie libérale : la conversion de l'OCDE.

Le monde développé occidental est heureusement conscient des dérives de son mode de développement, ce qui peut donner l'espoir qu'il arrivera à les corriger. **La conversion au fil des ans d'une organisation économique comme l'OCDE à de nouveaux thèmes est particulièrement significative.** Elle vient par exemple de sortir un rapport sur le Revenu de base en encourageant les expérimentations. **Son secrétaire général, Angel Gurría, économiste mexicain, était l'orateur le 20 février du cycle "Ethique et économie", organisé à l'Institut par Bernard Esambert, ancien président du Club des vigilants.**



Née pour administrer le plan Marshall, l'OCDE de la fin du XXe siècle était le club des pays développés, où ceux-ci se concertaient sur la gestion de leurs économies et de leurs monnaies et prenaient des positions essentiellement favorables à ce qu'on appellera la mondialisation sans trop s'interroger sur ses effets secondaires. Depuis sa création, d'autres pays ont intégré l'organisation, qui compte aujourd'hui 34 pays membres, dont le Mexique, la Corée du Sud, la Turquie... Et surtout l'organisation s'est mise à travailler sur les dysfonctionnements de l'économie libérale mondialisée. Angel Gurría n'y va pas par quatre chemins.

Les temps sont difficiles et l'heure est grave, dit-il en substance : crise économique, croissance, salaires et productivité faibles. Dans l'OCDE, **38.5 millions de personnes sont sans emploi** (6 millions de plus qu'en 2007). Les jeunes sont les plus touchés, avec des taux de chômage de 25% en France, 40% en Italie et 45% en Espagne et Grèce. Le creusement des inégalités s'est fortement aggravé, minant la confiance entre citoyens et gouvernements, ce qui entraîne le rejet de la mondialisation, la résurgence du protectionnisme et du populisme. Nombreux sont ceux qui pensent que le système de la mondialisation profite pour l'essentiel à quelques privilégiés qui, malgré leur richesse, n'investissent pas ou peu, excepté certaines fondations.

Nous devons rétablir la confiance, dit Angel Gurría ! Reconnaissons que nombre de nos concitoyens n'ont pas bénéficié des nouveaux systèmes mis en place, que leur revenu réel n'a pas augmenté pendant une vingtaine d'années, et qu'ils n'ont pas bénéficié de formation en rapport avec les nouvelles technologies. L'humain et l'éthique doivent être replacés au centre de l'économie, ouvrant de nouvelles opportunités et compétences à tous.

Ayant osé ces diagnostics, l'OCDE mène ses travaux sur plusieurs fronts. « **La croissance inclusive** » qu'elle promeut est plus large que la croissance du PIB et accorde une place centrale au bien-être et aux opportunités, ainsi qu'aux critères de qualité de l'emploi. L'OCDE propose aussi un **indicateur multidimensionnel du niveau de vie**. Le projet sur l'**articulation « productivité-inclusivité »** (juin 2016) a pour but d'accroître le nombre des actifs productifs en réduisant les inégalités, et de favoriser l'équité des règles du jeu des entreprises. La **reconversion professionnelle** doit se faire en s'appuyant sur des stratégies nationales de compétences afin de

mettre en adéquation les systèmes éducatifs actuels et les besoins de l'économie du savoir du XXI^e siècle. **La transformation numérique**, qui peut permettre de traiter les politiques sociales, d'éducation et de formation, intégrant les immigrés, doit être un moteur de la croissance inclusive.

L'OCDE a aussi fait en sorte que de nombreux pays (90) se sont engagés **contre l'érosion de leur base d'imposition** par les systèmes de transfert de bénéfices des multinationales, accompagnant ainsi l'évolution des opinions publiques. Une centaine de pays se sont ainsi engagés à utiliser l'EDI (Echange de Données Informatisées) à des fins fiscales, permettant potentiellement d'augmenter les recettes fiscales de 80 milliards d'euros. Les **principes de gouvernance d'entreprise** revisités du G20 et de l'OCDE énoncent désormais des normes reconnues mondialement sur la transparence, la responsabilité et l'intégrité dans les affaires. La **Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption**, un domaine dans lequel l'organisation a joué un grand rôle, met l'accent sur l'« offre » de corruption. Citons les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales qui concernent l'éthique des entreprises, ainsi que la **protection des lanceurs d'alerte**. En outre, de nouveaux outils statistiques expérimentaux sont en cours de développement, tels que des **mesures effectives et comparables de la confiance**.

Dans la discussion qui suit, Bertrand Collomb, ancien président de Lafarge, qui préside la séance, évoque la globalisation des échanges financiers. Une régulation financière a été conçue et mise en œuvre valablement après la crise des subprimes. Cependant, depuis peu, de nombreux pays ont tendance à l'oublier, privilégiant la « bonne santé » apparente des marchés financiers sans prendre en compte les dangers de la dérégulation.

Il reste évidemment quantité de domaines à explorer. Bernard Esambert évoque le fait que les enfants sont les grands perdants de la situation actuelle, malgré les règles déjà été édictées à ce sujet. Il en est de même en ce qui concerne les femmes.

Angel Gurría, de son côté, termine en marquant les limites des règles et des organisations internationales et l'importance des hommes. Il cite Albert Camus : « l'intégrité n'a pas besoin de règles ».

Jean-Pierre Nessi

Zuo Xuejin : Croissance économique et inégalités en Chine hier, aujourd'hui et demain.

Le professeur Zuo Xuejin, président de l'Académie des Sciences



Sociales de Shanghai, a expliqué la stratégie de la Chine sur les inégalités dans le cadre du cycle Ethique et Economie organisé par notre ami Bernard Esambert, à l'Institut de France. Il a fait appel à la pensée confucéenne pour expliquer que la politique suivie respecte un principe d'équilibre entre la protection

des travailleurs et la flexibilité du marché.

Au cours de la période d'économie planifiée de la Chine, l'égalité était relativement importante, mais au prix d'un revenu faible par habitant (de l'ordre de 275 €). Ensuite, lorsque la situation a évolué vers une économie de marché à partir de la fin des années 1970, l'inégalité a augmenté, en particulier dans les grandes villes, de 1980 à 2000. **Au début des années 2000, le coefficient de GINI (coefficient de dispersion d'une distribution représentant ici l'inégalité) n'a cessé d'augmenter pour atteindre le haut niveau de 0,5, faisant de la Chine un des pays les plus inégalitaires au monde (par comparaison, ce coefficient est de 0,3 en France).** A ce propos le professeur cite les thèses de Thomas Piketty, économiste ayant démontré qu'un retour sur investissement qui dépasse le taux de croissance crée une répartition inégale de la richesse et tend à induire de l'instabilité socio-économique.

Zuo Xuejin s'appuie aussi sur une autre de ses spécialités, l'économie sociale de la population, et évoque la recherche d'un point d'équilibre entre les ruraux et les citadins. Ces derniers sont davantage imposés, tandis que les premiers reçoivent des subventions de l'Etat, une protection sociale renforcée, et une juste rémunération des produits vendus à la grande distribution, ainsi qu'une instruction des enfants financée par le pouvoir central. Ces dispositions, ainsi que bien d'autres, **ont permis de faire diminuer le fameux coefficient de 5% au moins.**

Des possibilités ont été ouvertes au monde rural pour émigrer vers les villes (80 millions de ruraux ont bénéficié de ce mouvement), mais tout en conservant leur statut de ruraux. Le pouvoir central est conscient des grandes inégalités dans le pays, et tente de confirmer

l'inversion des courbes évoquées ci-dessus, en mettant en place des nouvelles réformes socio-économiques.

Les politiques suivies s'inspirent, explique *Zuo Xuejin* de la pensée confucéenne. Citons certains préceptes retenus par le conférencier, tels que « la voie du milieu », et « l'excès ou l'insuffisance se valent », le premier ayant pour but d'éviter les extrêmes, et le second enseignant qu'en faire trop est aussi mauvais que de ne rien faire. « La tyrannie est pire que les tigres » est citée en référence à une fiscalité accablante. Enfin, le penseur *Meng Zi*, successeur de Confucius, donne, explique-t-il, la priorité au peuple, devant l'Etat et le souverain dans la société chinoise.

Jean-Pierre Nessi
